

Life Is On



Comptes consolidés – Au 31 décembre 2015

SOMMAIRE

1.	Compte de résultat consolidé	2
	Autres éléments du résultat global	3
2.	Tableau des flux de trésorerie consolidés	4
3.	Bilan consolidé	6
4.	État de variation des capitaux propres	8
5.	Annexe aux comptes consolidés	9
Note 1	Principes comptables	9
Note 2	Évolution du périmètre de consolidation	17
Note 3	Information sectorielle	18
Note 4	Recherche et développement	20
Note 5	Dotations aux amortissements	20
Note 6	Autres produits et charges d'exploitation	21
Note 7	Charges de restructuration	21
Note 8	Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	21
Note 9	Autres produits et charges financiers	22
Note 10	Impôt sur les sociétés	22
Note 11	Écarts d'acquisition	23
Note 12	Immobilisations incorporelles	24
Note 13	Immobilisations corporelles	26
Note 14	Participations dans les entreprises associées	28
Note 15	Actifs financiers	29
Note 16	Impôts différés par nature	30
Note 17	Stocks et en-cours	30
Note 18	Clients et créances d'exploitation	31
Note 19	Autres créances et charges constatées d'avance	31
Note 20	Trésorerie et équivalents de trésorerie	32
Note 21	Capitaux propres	32
Note 22	Provisions pour retraites et engagements assimilés	39
Note 23	Provisions	45
Note 24	Dettes financières (courantes et non courantes)	46
Note 25	Autres dettes à long terme	48
Note 26	Instruments financiers	49
Note 27	Effectifs	54
Note 28	Opérations avec des parties liées	55
Note 29	Engagements et passifs éventuels	55
Note 30	Événements postérieurs à la clôture	56
Note 31	Honoraires des commissaires aux comptes	56
Note 32	Liste des sociétés consolidées	57
	Commentaires sur les comptes consolidés	67
	Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé	67
	Perspectives	72
	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	73

1. Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf le résultat par action)</i>	Note	31/12/2015	31/12/2014
Chiffre d'affaires	3	26 640	24 939
Coûts des ventes		(16 795)	(15 532)
Marge brute		9 845	9 407
Recherche et développement	4	(565)	(567)
Frais généraux et commerciaux		(5 639)	(5 377)
EBITA ajusté*		3 641	3 463
Autres produits et charges d'exploitation	6	(522)	(106)
Charges de restructuration	7	(318)	(202)
EBITA**		2 801	3 155
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	8	(572)	(259)
Résultat d'exploitation		2 229	2 896
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		40	28
Coût de l'endettement financier brut		(335)	(340)
Coût de la dette financière nette		(295)	(312)
Autres produits et charges financiers	9	(151)	(155)
Résultat financier		(446)	(467)
Résultat des activités poursuivies avant impôts		1 783	2 429
Impôts sur les sociétés	10	(389)	(551)
Résultat net des activités non poursuivies		-	169
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	14	109	14
RESULTAT NET		1 503	2 061
▪ dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		1 407	1 941
▪ dont actionnaires minoritaires		96	120
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action <i>(en euros/action)</i>	21.3	2,47	3,39
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) après dilution <i>(en euros/action)</i>		2,46	3,37

* EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of Purchase Accounting Intangibles).

Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

** EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of Purchase Accounting Intangibles).

Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net	1 503	2 061
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de conversion	926	1 011
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	98	14
Impôts sur la réévaluation des instruments dérivés de couverture	(34)	(17)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(3)	1
Impôts sur la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	1	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	372	(373)
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(68)	155
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	1 292	790
dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	62	(2)
dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	1 230	792
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	2 795	2 851
Attribuable :		
▪ aux actionnaires de la société mère	2 664	2 702
▪ aux participations ne donnant pas le contrôle	131	149
<i>L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.</i>		

2. Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net consolidé		1 503	2 061
Moins résultat net des activités non poursuivies		-	(169)
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus		(109)	(14)
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :			
Amortissements des immobilisations corporelles	13	426	414
Amortissements des immobilisations incorporelles	12	551	483
Perte de valeur des actifs non courants	5	505	26
Augmentation/(diminution) des provisions	23	(82)	(68)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		213	12
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt		(388)	(188)
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		96	83
Autofinancement d'exploitation		2 715	2 640
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation		(21)	(246)
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours		(3)	169
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation		115	(85)
Autres actifs et passifs courants		26	55
Variation du besoin en fonds de roulement		117	(107)
Total I – Trésorerie provenant des activités d'exploitation		2 832	2 533
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(509)	(475)
Cessions d'immobilisations corporelles		100	40
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	12	(396)	(396)
Cessions d'immobilisations incorporelles		18	2
Investissement net d'exploitation		(787)	(829)
Investissement financier net	2	232	(2 490)
Cession d'actifs financiers		28	5
Autres opérations financières à long terme		191	108
Actifs de retraite à long terme		(155)	(121)
Sous-total		296	(2 498)
Total II – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations d'investissement		(491)	(3 327)
Émission d'emprunts obligataires	24	1 850	-
Remboursement d'emprunts obligataires	24	(750)	(720)
Vente/(achat) d'actions propres		(600)	(371)
Augmentation/(diminution) des autres dettes financières		(1 262)	(818)
Augmentation/(réduction) de capital en numéraire		153	237
Dividendes versés par Schneider Electric SE		(1 108)	(1 095)
Minoritaires		(111)	(110)
Total III – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations de financement		(1 828)	(2 877)
IV – Effet net des conversions :		(102)	(61)

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2015	31/12/2014
V – Activités non poursuivies		-	747
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV + V		411	(2 985)
Trésorerie nette en début de période		2 438	5 423
Variation de trésorerie		411	(2 985)
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	20	2 849	2 438

3. Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2015	31/12/2014
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition, nets	11	17 781	16 733
Immobilisations incorporelles, nettes	12	4 726	5 061
Immobilisations corporelles, nettes	13	2 729	2 751
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes		7 455	7 812
Participations dans les entreprises associées	14	364	318
Actifs financiers disponibles à la vente	15.1	128	333
Autres actifs financiers non courants	15.2	568	365
Actifs financiers non courants		696	698
Actifs d'impôt différé	16	2 504	2 160
Total actifs non courants		28 800	27 721
Actifs courants			
Stocks et en-cours	17	3 035	3 027
Clients et créances d'exploitation	18	6 002	5 991
Autres créances et charges constatées d'avance	19	1 700	1 729
Actif financier courant	15.3	41	40
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	2 999	2 650
Total actifs courants		13 777	13 437
TOTAL DE L'ACTIF		42 577	41 158
<i>L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.</i>			

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2015	31/12/2014
Capitaux propres	21		
Capital social		2 355	2 339
Primes d'émission, de fusion, d'apport		7 267	7 898
Réserves consolidées et autres réserves		10 187	9 347
Réserves de conversion		1 039	148
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		20 848	19 732
Actionnaires minoritaires		441	419
Total capitaux propres		21 289	20 151
Provisions non courantes			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	22	2 025	2 199
Autres provisions non courantes	23	1 659	1 249
Provisions non courantes		3 684	3 448
Dettes non courantes			
Emprunts obligataires	24	5 919	4 655
Dettes financières à plus d'un an	24	216	372
Dettes financières non courantes		6 135	5 027
Passifs d'impôt différé	16	1 195	1 116
Autres dettes à long terme	25	147	184
Total passifs non courants		11 161	9 775
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation		4 284	4 106
Dettes fiscales et sociales		2 151	2 342
Provisions courantes	23	900	977
Autres passifs courants		1 297	1 158
Dettes financières courantes	24	1 495	2 645
Total passifs courants		10 127	11 228
Passifs des activités non poursuivies		-	4
TOTAL DU PASSIF		42 577	41 158

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

4. État de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'euros, sauf nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions <i>(en milliers)</i>	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Actions d'autocontrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Part des actionnaires minoritaires	Total
01/01/2014	561 958	2 248	6 992	(74)	8 877	(832)	17 211	382	17 593
Résultat net de la période					1 941		1 941	120	2 061
Autres éléments du résultat global					(219)	980	761	29	790
Résultat global de la période					1 722	980	2 702	149	2 851
Augmentation de capital	20 925	84	1 109				1 193		1 193
Plans de souscription d'actions	1 807	7	29		(4)		32		32
Dividendes distribués			(244)		(851)		(1 095)	(112)	(1 207)
Variation de l'autodétention				(371)			(371)		(371)
Paiements fondés sur des actions					86		86		86
Autres			12		(38)		(26)		(26)
31/12/2014	584 691	2 339	7 898	(445)	9 792	148	19 732	419	20 151
Résultat net de la période					1 407		1 407	96	1 503
Autres éléments du résultat global					366	891	1 257	35	1 292
Résultat global de la période					1 773	891	2 664	131	2 795
Augmentation de capital	2 414	10	124				134		134
Plans de souscription d'actions	1 629	6	17		(4)		19		19
Dividendes distribués			(796)		(312)		(1 098)	(102)	(1 210)
Variation de l'autodétention				(582)	(18)		(600)		(600)
Paiements fondés sur des actions					97		97		97
Autres			24		(114)		(90)	(7)	(97)
31/12/2015	588 734	2 355	7 267	(1 027)	11 214	1 039	20 848	441	21 289

* Les chiffres au 1^{er} janvier 2014 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

5. Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Les états financiers consolidés du Groupe Schneider Electric pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 février 2016 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 25 avril 2016.

Les activités principales du Groupe sont décrites au chapitre 1 du Document de Référence.

Note 1 Principes comptables

1.1 – Référentiel comptable

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2015. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables sur la période n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015 :

- IFRIC 21 – Droits ou taxes ; cette interprétation relative à la comptabilisation des taxes entrant dans le champ d'application d'IAS 37 sur les provisions précise que le fait générateur de la comptabilisation de la dette est la date d'exigibilité fiscale ;
- Améliorations annuelles 2011-2013 des IFRS (décembre 2013).

L'application des normes IFRS 10 et IFRS 11 a conduit à la modification de certaines méthodes de consolidation sans incidence matérielle sur les comptes consolidés.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2015 :

- normes adoptées par l'Union européenne :
 - Amendements d'IAS 19 : Plans à prestations définies : contributions du personnel ;
 - Améliorations annuelles 2010-2012 des IFRS (décembre 2013) ;
 - Amendement d'IAS 1 : Initiative concernant les informations à fournir ;
 - Améliorations annuelles 2012-2014 des IFRS (septembre 2014) ;
 - Amendements d'IFRS 11 : Comptabilisation d'acquisitions de participations dans des opérations conjointes ;
 - Amendements d'IAS 16 et d'IAS 38 : Clarification des méthodes acceptables de dépréciation et d'amortissement.
- normes non adoptées par l'Union européenne :
 - IFRS 9 – Instruments financiers ;
 - IFRS 15 – Revenus de contrats clients ;
 - IFRS 16 – Locations ;
 - Amendements d'IFRS 10 et d'IAS 28 : Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
 - Amendements d'IFRS 10, IFRS 12 et d'IAS 28 : Entités d'investissement : Application de l'exception à la consolidation ;
 - Amendements d'IAS 12 : Reconnaissance d'impôts différés actifs sur des pertes non réalisées.

Les principes appliqués par Schneider Electric au 31 décembre 2015 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

Le processus de détermination par Schneider Electric des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe des normes non applicables est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés, à l'exception d'IFRS 9, compte tenu des incertitudes pesant sur le processus d'adoption en Europe et à l'exception d'IFRS16, dont l'impact principal serait, en 2019, la réintégration des engagements de loyer en location simple détaillés en note 13.3 en dette financière.

1.2 – Activités non poursuivies

Le 5 février 2014, le Groupe a signé un accord pour la vente de la division Appliance d'Invensys, car cette activité ne rentre pas dans le cœur de métier de Schneider Electric. Le montant de la transaction s'élève à 150 millions de livres sterling et l'accord a été finalisé le 18 juin 2014. L'activité Appliance a été reportée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du Groupe sur l'exercice 2014.

Le 1^{er} octobre 2014, le Groupe a obtenu l'ensemble des autorisations réglementaires et a donc finalisé la cession de Custom Sensors & Technologies (« CST »), sur une base de valeur d'entreprise s'élevant à 900 millions de dollars (environ 650 millions d'euros). Dans le cadre de l'opération proposée, le Groupe a réinvesti environ 100 millions de dollars aux côtés des fonds d'investissements et du management de CST afin de détenir une participation de 30 % dans CST. CST était reporté dans le segment *Industry* de Schneider Electric. L'activité CST a été reclassée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du Groupe de janvier à septembre 2014 (pour 24 millions d'euros de résultat net). Depuis le 1^{er} Octobre 2014 et pour l'exercice 2015, la participation de 30% dans CST est consolidée en mise en équivalence.

1.3 – Bases d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts en application de couvertures de juste valeur, pour la part correspondant au risque couvert, sont évaluées à la juste valeur.

1.4 – Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles (note 1.11) et l'évaluation de la perte de valeur sur *goodwill* (note 8) ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs financiers non-courants (note 1.12 et note 15) ;
- la valeur de réalisation des stocks et travaux en-cours (note 1.13) ;
- la valeur recouvrable des créances d'exploitation (note 1.14) ;
- l'évaluation des paiements fondés sur des actions (note 1.20) ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges, et en particulier les provisions pour garantie (note 1.21) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (note 22).

1.5 – Principes de consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif s'entend comme un contrôle exercé par tout moyen, tel que la détention d'un intérêt majoritaire en droits de vote, la détention d'intérêts minoritaires significatifs, ou des contrats ou accords avec les autres actionnaires.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que sociétés en participation et accords de coopération et les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisées en appliquant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif.

Les opérations et soldes intragroupe sont éliminés.

La liste des principales filiales et participations consolidées est présentée en note 32.

La consolidation est réalisée à partir de comptes clos au 31 décembre de l'exercice, à l'exception de certaines sociétés mises en équivalence. Toutefois pour ces dernières, les comptes incorporés sont arrêtés au 30 septembre de l'exercice (décalage maximal de trois mois, en conformité avec les règles du référentiel).

1.6 – Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*. Les coûts d'acquisition significatifs sont présentés dans la ligne « Autres produits et charges » du compte de résultat.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, valeur qui peut être ajustée jusqu'au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d'acquisition.

La différence existant entre le coût d'acquisition hors frais d'acquisition et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs

à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés acquis, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (note 1.11 ci-dessous). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions.

1.7 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les états financiers des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- le cours officiel à la date de clôture pour les actifs et passifs ;
- le cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie.

Les différences de conversion résultant de l'application de ces cours sont enregistrées dans le poste Réserves de conversion dans les capitaux propres consolidés.

1.8 – Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions ou le cours de couverture. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en devise fonctionnelle au taux de change de clôture ou au taux de couverture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Le traitement des couvertures de change est précisé en note 1.23.

1.9 – Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique. Elles sont ensuite évaluées selon le modèle du coût, qui constitue le traitement de référence de la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*.

Les actifs incorporels (principalement des marques et des listes clients) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur à la date du regroupement, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres, et qui constituent leur coût historique d'entrée en consolidation. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales et réglementaires. La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

L'amortissement et les pertes de valeur des incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont présentés sur une ligne spécifique du compte de résultat « Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions ».

Marques

Les marques acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises ne sont pas amorties lorsque leur durée de vie présente un caractère indéterminé.

Les critères qui permettent de fixer le caractère indéterminé ou non de la durée de vie de ces marques et, le cas échéant, leur durée de vie sont les suivants :

- notoriété de la marque ;
- pérennité de la marque en fonction de la stratégie d'intégration de la marque acquise au portefeuille de marques du Groupe.

La valeur des marques non amorties est testée au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge au moment où elles sont encourues.

Le Groupe a mis en place à compter de 2004 les systèmes nécessaires pour permettre le suivi et la capitalisation au bilan des coûts de développement. En conséquence, seuls les projets relatifs au développement de nouveaux produits lancés à partir de 2004 sont capitalisés.

Les dépenses de développement de nouveaux projets sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés :

- le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;

- la faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet ;
- le Groupe alloue les ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement ;
- il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

Les frais de développement ne répondant pas à ces critères sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les projets de développement capitalisés sont amortis sur la durée de vie de la technologie sous-jacente, comprise généralement entre 3 et 10 ans. L'amortissement des projets ainsi capitalisés est incorporé au prix de revient des produits correspondants et enregistré en coûts des ventes lorsque les produits sont vendus.

Mise en place de progiciels

Les coûts (internes et externes) se rapportant à la mise en place de progiciels de type ERP (progiciels intégrés) sont immobilisés dès lors qu'ils se rapportent à la phase de programmation, de codification et de tests. Ils sont amortis sur la période d'usage de tels progiciels. L'amortissement du progiciel SAP Bridge en cours de déploiement dans le Groupe se fait, conformément au paragraphe 98 de la norme IAS 38, sur la base du rythme de consommation des avantages économiques futurs attendus représentatifs de l'actif, à savoir le mode des unités de production. Ces unités de production sont égales au nombre d'utilisateurs de la solution déployée par rapport au nombre d'utilisateurs cibles à la fin du déploiement.

1.10 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de terrains, constructions et matériels de production et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent les immobilisations. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

▪ constructions :	20 à 40 ans ;
▪ installations techniques, matériels et outillages :	3 à 10 ans ;
▪ autres :	3 à 12 ans.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles directement rattachées à l'activité (lignes de production par exemple) tiennent compte des cycles de vie estimés des produits.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement, et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle des immobilisations dans le calcul des amortissements lorsque cette valeur résiduelle est jugée significative.

Les amortissements sont comptabilisés en charge de l'exercice ou sont incorporés au coût de production des stocks ou au prix de revient des immobilisations incorporelles générées en interne. Ils sont donc comptabilisés au compte de résultat en coût des ventes, en coût de recherche et développement ou en frais généraux et commerciaux selon les cas.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique Autres produits et charges d'exploitation.

Contrats de location

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés, en contrepartie d'une dette financière, lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Les contrats de location dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charge de façon linéaire sur la durée du contrat.

Coûts d'emprunt

Depuis le 1^{er} janvier 2009 (date de la première application de la version révisée d'IAS 23 – *Coûts d'emprunt*), les coûts d'emprunt encourus pendant la période de construction et d'acquisition d'un actif qualifié au sens de la norme sont capitalisés dans les coûts de cet actif s'il est probable que l'actif générera des avantages économiques futurs et si ces coûts peuvent être estimés de façon fiable. Sinon, ils sont comptabilisés en charges de la période. Jusqu'en 2008, ces coûts étaient systématiquement passés en charges lorsqu'ils étaient encourus.

1.11 – Dépréciations d'actifs

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes. Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité ;
- pour les actifs incorporels non amortis et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe, traduites dans des projections n'excédant généralement pas cinq ans, puis extrapolées sur la base d'un taux de croissance à l'infini. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital (CMPC) du Groupe à la date d'évaluation affecté d'une prime de risque en fonction de la zone géographique considérée. Le CMPC est de 7,3 % au 31 décembre 2015, en légère diminution par rapport au taux du 31 décembre 2014 (7,6 %). Il a été déterminé à partir d'un taux d'intérêt long terme de 2,1 % correspondant à la moyenne des OAT échéance 10 ans des dernières années, d'une prime correspondant à la moyenne de celles constatées sur les financements obtenus par le Groupe en 2015, ainsi que sur des risques géographiques correspondant aux risques pays pondérés de l'activité du Groupe dans ces pays.

Le taux de croissance à l'infini est égal à 2 % et n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ces actifs peuvent être affectés. L'UGT est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif testé et qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les Unités génératrices de trésorerie sont *Buildings & Partner, Infrastructure, Industry et IT*. Les actifs ont été alloués aux UGT au niveau le plus fin en fonction des activités auxquelles ils appartiennent ; les actifs appartenant à plusieurs activités ont été alloués à chaque activité (*Buildings & Partner, Infrastructure et Industry* principalement) au prorata de leur chiffre d'affaires.

Le CMPC utilisé pour déterminer la valeur d'utilité de chaque UGT est de 8,0 % pour *Buildings & Partner*, 8,2 % pour *Industry*, 8,1 % pour *IT* et 8,4 % pour *Infrastructure*.

Les écarts d'acquisition sont affectés au moment de leur première comptabilisation. L'affectation aux UGT est cohérente avec la manière dont le management du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable à hauteur de l'excédent de sa valeur comptable par rapport à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de réalisation nette de frais. Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

1.12 – Actifs financiers non courants

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée de façon fiable et correspond au cours de Bourse à la date de clôture (Niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs IFRS 7).

Lorsque la juste valeur ne peut être fondée sur des données de marché observables, les titres sont maintenus à leur coût net des dépréciations éventuelles. Dans ce cas, la valeur recouvrable est déterminée en fonction de la part du Groupe dans l'actif net, de la rentabilité future attendue et des perspectives de développement de l'entité représentative de l'investissement. Cette règle est notamment appliquée pour les titres non cotés.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres éléments du résultat global au sein de l'état du résultat global et, au bilan, dans une rubrique séparée des capitaux propres (autres réserves) jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont recyclées en résultat. Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme significative ou durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts, présentés en autres actifs financiers non courants, sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

1.13 – Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée (coût d'acquisition ou coût de production généralement déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré) ou de leur valeur de réalisation nette estimée.

La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et/ou la réalisation de la vente.

Les pertes de valeur des stocks sont comptabilisées en coût des ventes.

Le coût des travaux en cours, produits finis et semi-finis, comprend les coûts des matières et de la main-d'œuvre directe, les coûts de sous-traitance, l'ensemble des frais généraux de production sur la base de la capacité normale de production et la part des coûts de recherche et développement rattachable au processus de production (correspondant à l'amortissement des projets capitalisés mis en production et aux dépenses de maintenance des produits et des gammes).

1.14 – Clients et créances d'exploitation

Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. L'identification des créances douteuses ainsi que le montant des dépréciations correspondantes est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives sur créances, l'analyse par ancienneté des comptes à recevoir et une estimation détaillée de comptes à recevoir spécifiques ainsi que des risques de crédit qui s'y rapportent. Lorsque la certitude est acquise qu'une créance douteuse ne sera pas récupérée, ladite créance et sa dépréciation sont annulées par le compte de résultat.

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

1.15 – Immobilisations destinées à la vente

Les immobilisations destinées à la vente ne sont plus amorties et sont présentées distinctement au bilan, sur la ligne Immobilisations destinées à la vente pour une valeur égale au plus faible montant entre leur coût amorti et leur valeur nette de réalisation.

1.16 – Impôts différés

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable. Les actifs d'impôt différé sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés, et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale et qu'ils ont des échéances de renversement identiques.

1.17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus ainsi que les titres négociables sur des marchés organisés. Les titres négociables sont constitués d'instruments très liquides détenus dans le cadre d'une gestion à court terme et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dès la réalisation du placement. Il s'agit notamment de billets de trésorerie, fonds communs de placement ou équivalents. Compte tenu de la nature et des maturités de ces instruments, le risque de variation de valeur est négligeable et ces instruments sont présentés en équivalents de trésorerie.

1.18 – Actions propres

Les actions Schneider Electric SE détenues par la société mère ou par des sociétés intégrées sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en réduction des capitaux propres et sont maintenues à leur coût d'acquisition jusqu'à leur cession.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduits) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

1.19 – Engagements de retraite et autres avantages du personnel

Sur la base des législations et pratiques nationales, les filiales du Groupe peuvent avoir des engagements dans le domaine des plans de retraites et des indemnités de fin de carrière ainsi que d'autres avantages à long terme. Les montants payés au titre de ces engagements sont conditionnés par des éléments tels que l'ancienneté, les niveaux de revenus et les contributions aux régimes de retraites obligatoires.

Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces régimes.

Le Groupe participe, dans la plupart des pays, aux régimes généraux et obligatoires. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations définies.

Régimes de retraite à prestations définies

Pour l'évaluation de ses régimes à prestations définies, le Groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées.

La charge au compte de résultat est répartie entre le résultat opérationnel (pour les coûts des services rendus au cours de la période) et le résultat financier (pour les coûts financiers et les rendements attendus des actifs du régime).

Le montant comptabilisé au bilan correspond au montant actualisé de l'obligation net des actifs du régime.

Lorsque ce montant est un actif, l'actif reconnu est limité à la valeur actualisée de tout avantage économique à recevoir sous forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime.

Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles relevant de la situation financière, économique générale ou aux conditions démographiques (changement dans le taux d'actualisation, augmentations annuelles des salaires, rendement des actifs, durée d'activité, etc.) ainsi que les écarts d'expérience sont reconnus immédiatement au bilan par la

contrepartie d'une rubrique séparée des capitaux propres, autres réserves. Ils sont présentés en Autres éléments du résultat global au sein de l'état du résultat global.

Autres engagements sociaux

Des provisions sont enregistrées et des charges reconnues pour la couverture de frais médicaux engagés pour certains retraités du Groupe, en Europe et aux États-Unis. Les principes de comptabilisation des régimes de couverture des frais médicaux pour les retraités sont similaires aux principes appliqués pour les régimes de retraite à prestations définies.

Par ailleurs, le Groupe provisionne, pour l'ensemble de ses filiales, les engagements au titre des avantages liés à l'ancienneté (principalement médailles du travail pour les filiales françaises). Pour ces avantages, les écarts actuariels sont reconnus intégralement par résultat.

1.20 – Paiements fondés sur des actions

Le Groupe accorde différents types de paiements fondés sur des actions à ses dirigeants et à certains de ses salariés :

- actions de performance ;
- plans d'option d'achat et de souscription d'actions Schneider Electric SE jusqu'en 2009 ;
- avantages dont la valeur est basée sur le cours de l'action Schneider Electric SE (*stock appreciation rights*) jusqu'en 2013.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2 – *Paiements fondés sur des actions*, ces plans font l'objet d'une valorisation à la date d'attribution et d'une comptabilisation en charge de personnel, enregistrée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires, en général trois ou quatre ans selon les plans d'attribution.

Pour valoriser les plans, le Groupe utilise le modèle binomial de Cox, Ross, Rubinstein.

La contrepartie de cette charge est enregistrée en réserves d'actions propres dans le cas des actions de performance et des plans d'option d'achat ou de souscription. Dans le cas des *stock appreciation rights*, la contrepartie de la charge est une dette correspondant à l'avantage accordé et réévaluée à chaque clôture.

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, Schneider Electric a proposé à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours préférentiel (note 21.5).

1.21 – Provisions pour risques et charges

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers antérieure à la date de clôture, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements. Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques et actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an. Le taux d'actualisation utilisé au 31 décembre 2015 pour les provisions long terme est de 1,4 % (idem au 31 décembre 2014).

Les provisions sont notamment destinées à couvrir :

- les risques économiques :
ces provisions couvrent des risques fiscaux identifiés au cours de revues fiscales réalisées localement par les administrations fiscales et des risques financiers pour la plupart correspondant à des garanties données à des tiers sur certains actifs et passifs ;
- les risques commerciaux :
ces provisions sont essentiellement constituées pour couvrir les risques relatifs aux produits vendus à des tiers. Ce risque réside dans les plaintes individuelles sur de prétendus défauts des produits et l'appel en responsabilité correspondant ;
- les risques sur produits :
ces provisions sont constituées :
 - des provisions statistiques pour garantie : le Groupe provisionne sur une base statistique l'ensemble des garanties données sur la vente de produits Schneider Electric au-delà des risques couverts par les assurances,
 - des provisions pour litiges sur des produits défectueux et des provisions destinées à couvrir des campagnes de remplacement sur des produits clairement identifiés ;
- les risques environnementaux :
ces provisions sont essentiellement destinées à couvrir les coûts des opérations de dépollution ;
- les coûts de restructuration, dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution avant la date de clôture.

1.22 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement constitués d'emprunts obligataires et de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit. Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, de laquelle sont déduits le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif.

1.23 – Instruments financiers et dérivés

Le Groupe centralise la gestion de la couverture de ses risques et utilise des instruments financiers dérivés uniquement pour gérer et couvrir opérationnellement les variations de taux de change, de taux d'intérêt ou de prix de certaines matières premières. Ainsi, le Groupe utilise des contrats tels que des contrats de *swaps*, des contrats d'options ou des contrats à terme fermes selon la nature des risques à couvrir.

Couvertures de change

Le Groupe souscrit périodiquement des dérivés de change pour couvrir le risque de change associé à des opérations libellées en devises étrangères. Une partie des couvertures a comme élément sous-jacent les créances et dettes opérationnelles enregistrées au bilan des sociétés du Groupe. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture sur ces instruments puisque l'effet de la couverture est traduit mécaniquement en comptabilité. En effet, à la clôture, les dérivés de couverture sont réévalués à leur juste valeur (*mark to market*) et les gains et pertes sont constatés en résultat financier, où ils sont compensés par les gains ou pertes de change découlant de la conversion au taux de clôture de l'exercice des créances et dettes opérationnelles libellées en devises étrangères, conformément aux dispositions de la norme IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*.

Le Groupe peut également effectuer des opérations de couverture de flux prévisionnels, qu'il s'agisse de flux d'exploitation récurrents, de prêts intragroupe en devises ou d'opérations d'acquisition ou de cession de participations. En application de la norme IAS 39, ces couvertures de flux prévisionnels sont traitées comme des couvertures de flux de trésorerie futurs (*Cash Flow Hedge*). À la clôture, les instruments de couverture correspondant à ces couvertures sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. La part efficace des couvertures est enregistrée dans une rubrique distincte des capitaux propres (autres réserves) puis recyclée en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le compte de résultat. La part inefficace des couvertures est immédiatement comptabilisée en résultat financier.

Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. En application des règles relatives aux couvertures d'investissement net, l'effet des variations de change relatives à ces éléments est comptabilisé en capitaux propres et recyclé en résultat lors de la cession de l'investissement.

Couvertures de taux

Des contrats de *swaps* de taux d'intérêt permettent de gérer l'exposition du Groupe au risque de taux. Les instruments dérivés utilisés sont économiquement adossés aux échéances, aux taux et aux devises des emprunts couverts. Ces contrats impliquent l'échange de taux fixes et variables. Le différentiel d'intérêts est comptabilisé en charges ou produits financiers par contrepartie de comptes d'intérêts à recevoir ou à payer le cas échéant. Pour ces instruments de taux, le Groupe applique la comptabilité de couverture selon IAS 39 et les impacts d'évaluation à la juste valeur sont comptabilisés en capitaux propres ou en résultat selon qu'il s'agit de couverture de flux de trésorerie futurs (*Cash Flow Hedge*) ou de juste valeur (*Fair Value Hedge*).

Couvertures d'achat de matières premières

Par ailleurs, le Groupe souscrit des contrats d'achat à terme, des contrats d'échanges et options destinés à couvrir le cours des matières premières pour tout ou partie des achats prévisionnels futurs de matières premières. Selon IAS 39, ces couvertures sont qualifiées de couvertures de flux de trésorerie futurs. À la clôture, ces instruments sont enregistrés au bilan à leur juste valeur (*mark to market*). La part efficace des couvertures est enregistrée dans une rubrique distincte des capitaux propres (autres réserves), puis recyclée en résultat (marge brute) lorsque le sous-jacent couvert affecte le résultat consolidé. Les effets de ces couvertures sont alors incorporés dans le prix de revient des produits vendus. La part inefficace des couvertures est immédiatement comptabilisée en résultat financier.

Les flux de trésorerie découlant des instruments financiers sont traités dans le tableau de flux de trésorerie consolidé sur le même plan que les opérations auxquelles ils se rattachent.

Engagements de rachat d'actionnaires minoritaires

Conformément à la recommandation de l'AMF de novembre 2009 et en l'absence de disposition prescriptive dans le référentiel IFRS, le Groupe a pris l'option de maintenir le traitement comptable des engagements de rachats de minoritaires appliqué jusqu'au 31 décembre 2009, s'agissant des *puts* sur minoritaires antérieurs à cette date, émis à l'occasion de regroupements d'entreprises. En l'espèce, le Groupe a opté pour la comptabilisation en écart d'acquisition de l'écart entre le prix de rachat des intérêts minoritaires et la quote-part de situation nette acquise, sans procéder à la réévaluation des actifs et passifs acquis. Les variations ultérieures de valeur de la dette sont comptabilisées en contrepartie de l'écart d'acquisition.

Le Groupe a opté pour la comptabilisation des variations ultérieures de valeur des engagements de rachat d'actionnaires minoritaires en contrepartie de la situation nette.

1.24 – Reconnaissance des revenus

Les revenus du Groupe sont principalement constitués des ventes de marchandises, des prestations de service et des revenus des activités d'affaires (contrats).

Ventes de marchandises

Les ventes sont enregistrées lors du transfert des risques et avantages (généralement FOB point d'embarquement).

Les remises accordées aux distributeurs sont provisionnées dès la vente au distributeur et présentées en déduction du chiffre d'affaires.

Certaines filiales du Groupe peuvent aussi attribuer des escomptes financiers. Ces escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

Le chiffre d'affaires consolidé est présenté net de l'ensemble de ces rabais et escomptes.

Prestations de services

Les revenus des prestations de services sont enregistrés sur la durée et selon les modalités du contrat. Les revenus liés aux prestations de services sont reconnus lorsque le résultat de la transaction peut être déterminé de façon fiable, et en fonction de l'avancement de la prestation rendue par le Groupe.

Contrats à long terme

Les revenus des contrats à long terme sont comptabilisés en utilisant la méthode du pourcentage d'avancement, déterminé soit en pourcentage des coûts encourus par rapport aux coûts totaux estimés à terminaison, soit selon les étapes techniques définies au contrat et, en particulier, les phases essentielles de performance (preuve de l'installation ou livraison des équipements). Lorsque les contrats comportent des clauses de performance en faveur du Groupe, celles-ci sont reconnues à l'avancement du contrat et provisionnées si les objectifs ne sont pas atteints.

Pour tous les contrats à long terme, les pertes à terminaison probables sont provisionnées. La valeur des travaux en cours comporte les coûts directs et indirects liés à l'exécution des contrats.

1.25 – Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – *Résultat par Action*.

Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options de souscription ouverts à la date de clôture. La dilution rattachée aux options est déterminée selon la méthode du rachat d'actions (nombre théorique d'actions rachetées au prix du marché [prix moyen de l'année] à partir des fonds recueillis lors de l'exercice des options).

1.26 – Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement (note 1.20), sous déduction des découverts et encours bancaires.

Note 2 Évolution du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe, établis au 31 décembre 2015, regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée en note 32. Le périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2015 peut se résumer de la façon suivante :

Nombre de sociétés actives	31/12/2015	31/12/2014
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	603	607
Sociétés consolidées par mise en équivalence	9	8
TOTAL	612	615

2.1 – Suivi des acquisitions et cessions réalisées en 2014 et ayant un effet sur les comptes 2015

Le 17 janvier 2014, le Groupe a pris le contrôle du groupe Invensys. Invensys est consolidé par intégration globale depuis janvier 2014 principalement dans le segment d'activité Industry, hormis sa division Appliance (cédée en juin 2014) présentée en activités non poursuivies sur le premier semestre 2014.

En application de la norme IFRS 3 révisée, Schneider Electric a valorisé les actifs acquis et les passifs assumés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La comptabilisation de l'acquisition d'Invensys a conduit à reconnaître principalement des immobilisations incorporelles à leur juste valeur pour 501 millions d'euros (technologie, relations clientèles et marques) et des réévaluations d'immobilisations corporelles à la baisse pour (18) millions d'euros; ces actifs ont été évalués par des experts indépendants. Des provisions et passifs éventuels ont été comptabilisés respectivement pour un montant total de 160 millions d'euros et de 476 millions d'euros ; l'augmentation des passifs éventuels constatée sur l'exercice résulte de l'évaluation définitive de risques identifiés au 31 décembre 2014 dans le délai de douze mois suivant l'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Les données comparatives 2014 n'ont pas nécessité une modification en 2015, car les impacts liés au changement de juste valeur des actifs reconnus dans le cadre de l'acquisition étaient non significatifs à l'échelle du Groupe Schneider Electric au bilan et également en compte de résultat.

Le 1er octobre 2014, le Groupe a finalisé la cession de Custom Sensors & Technologies (« CST ») et le Groupe a réinvesti environ 100 millions de dollars aux côtés des fonds d'investissements et du management de CST afin de détenir une participation de 30 % dans CST. CST était reporté dans le segment Industry de Schneider Electric. L'activité CST a été reclassée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du Groupe de janvier à septembre 2014 (pour 24 millions d'euros de résultat net). Depuis le 1er Octobre 2014 et pour l'exercice 2015, la participation de 30% dans CST est consolidée en mise en équivalence.

2.2 – Acquisitions et cessions de l'exercice

Le 11 décembre 2015, Schneider Electric a annoncé avoir obtenu l'approbation des autorités réglementaires et a dès lors finalisé la cession de Juno Lighting, LLC ("Juno") à Acuity Brands, Inc. pour un montant d'environ 385 millions de dollars (343 millions d'euros). Cette cession a généré une perte de 163 millions de d'euros.

Le 14 décembre 2015, Schneider Electric a annoncé avoir signé un accord concernant la cession de son activité Transport à Kapsch TrafficCom AG. L'activité Transport a généré un chiffre d'affaires de 134 millions d'euros en 2014 et est actuellement consolidée dans l'activité Infrastructure de Schneider Electric. Les termes de l'accord reflètent un prix de cession d'environ 35 millions d'euros sur la base d'un endettement financier net à zéro. L'accord est soumis à l'approbation des autorités réglementaires ainsi qu'aux conditions de clôture usuelles. La finalisation de l'opération est attendue dans les prochains mois. La transaction générerait une dépréciation d'actifs de 100 millions d'euros, qui a été reconnue au 31 décembre 2015 en Autres charges d'exploitation.

Aucune acquisition significative n'a eu lieu en 2015.

L'impact des acquisitions et cessions de l'exercice sur la trésorerie est un encaissement net de 232 millions d'euros en 2015 :

	31/12/2015	31/12/2014
Acquisitions	(162)	(2 490)
Trésorerie décaissée*	(170)	(3 093)
Trésorerie acquise/(cédée)	8	603
Cessions	394	-
Autres opérations	-	-
INVESTISSEMENT FINANCIER NET	232	(2 490)

* Nette du produit de la vente de l'activité Appliance.

La trésorerie encaissée au titre des cessions de l'exercice correspond principalement au prix encaissé pour la cession de Juno.

Note 3 Information sectorielle

Le Groupe a organisé ses activités en quatre domaines : *Buildings & Partner*, *Infrastructure*, *Industry* et *IT*.

- l'activité **Buildings & Partner** propose des produits et solutions de basse tension et d'automatisme des bâtiments destinés à tous les marchés finaux, des bâtiments aux industries et infrastructures en passant par les centres de données, afin d'aider les clients à améliorer leur efficacité énergétique des bâtiments ;
- l'activité **Infrastructure** combine l'ensemble des activités Moyenne Tension du Groupe ; l'activité est responsable des segments Pétrole & Gaz, Régies électriques et transport en ce qui concerne les solutions intégrées ;
- l'activité **Industry** inclut les activités d'Automatismes et contrôle industriel, est responsable de quatre segments de clients finaux (Constructeurs de Machines, Traitement de l'Eau, Mines & Métaux, Agroalimentaire) ;
- l'activité **IT** inclut les activités d'Énergie sécurisée ; elle est responsable pour les solutions intégrées de trois segments de clients finaux (Centres de données, Finance, *Cloud computing* et Télécommunications) ;

Les coûts relatifs à la Direction Générale du Groupe et non rattachables à un secteur en particulier sont isolés dans une colonne « Coûts centraux ».

Les informations données par secteur opérationnel sont identiques à celles présentées au conseil d'administration, qui a été identifié comme le « Principal Décideur Opérationnel » en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation de la performance des segments. La mesure de la performance de chaque secteur utilisée principalement par le conseil d'administration est le résultat EBITA ajusté. Les rémunérations en actions ne sont pas allouées aux activités mais sont incluses dans la colonne « Coûts centraux ». Le conseil d'administration n'examine pas les actifs et passifs par activité.

Les données par secteur suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Ces informations sont commentées au chapitre 4 du Document de Référence (Rapport de Gestion).

3.1 – Informations par secteur opérationnel

2015

(en millions d'euros)	Buildings & Partner	Industry	Infrastructure	IT	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	11 859	5 696	5 428	3 657	-	26 640
EBITA ajusté*	2 132	975	495	644	(605)	3 641
<i>EBITA ajusté (%)</i>	18,0 %	17,1 %	9,1 %	17,6 %	-	13,7 %
Autres produits et charges d'exploitation	(240)	(22)	(240)	(5)	(15)	(522)
Charges de restructuration	(169)	(22)	(89)	(8)	(30)	(318)
EBITA	1 723	931	166	631	(650)	2 801
EBITA (%)	14,5 %	16,4 %	3,1 %	17,3 %	-	10,5 %

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 43 % en 2015.

2014

(en millions d'euros)	Buildings & Partner	Industry	Infrastructure	IT	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	10 754	5 551	5 277	3 357	-	24 939
EBITA ajusté*	1 913	1 023	454	630	(557)	3 463
<i>EBITA ajusté (%)</i>	17,8 %	18,4 %	8,6 %	18,8 %	-	13,9 %
Autres produits et charges d'exploitation	7	(34)	(86)	1	6	(106)
Charges de restructuration	(93)	(26)	(76)	(4)	(3)	(202)
EBITA	1 827	963	292	627	(554)	3 155
EBITA (%)	17,0 %	17,3 %	5,5 %	18,7 %	-	12,7 %

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 43 % en 2014.

3.2 – Informations par zone géographique

Les zones géographiques suivies par le Groupe sont les suivantes :

- Europe de l'Ouest ;
- Amérique du Nord (y compris Mexique) ;
- Asie-Pacifique ;
- Reste du monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud).

Les actifs non courants incluent uniquement les écarts d'acquisition nets, les immobilisations corporelles et incorporelles nettes.

2015

	Europe de l'Ouest	<i>dont France</i>	Amérique du Nord	<i>dont USA</i>	Asie Pacifique	<i>Dont Chine</i>	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	6 929	1 711	7 268	6 083	7 599	3 892	4 844	26 640
Actifs non courants	10 017	1 739	9 213	8 591	4 771	1 596	1 235	25 236

2014

	Europe de l'Ouest	<i>dont France</i>	Amérique du Nord	<i>dont USA</i>	Asie Pacifique	<i>Dont Chine</i>	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	6 758	1 644	6 321	5 239	7 076	3 705	4 784	24 939
Actifs non courants	9 848	1 761	8 981	8 748	4 544	1 532	1 172	24 545

Par ailleurs, le Groupe suit la part des nouvelles économies dans le chiffre d'affaires :

	31/12/2015		31/12/2014	
Chiffre d'affaires – Pays matures	15 111	57 %	13 994	56 %
Chiffre d'affaires – Nouvelles économies	11 529	43 %	10 945	44 %
TOTAL	26 640	100 %	24 939	100 %

3.3 – Degré de dépendance à l'égard des principaux clients

Aucun client ne représente individuellement plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Note 4 Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de l'exercice se répartissent comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014
Frais de recherche et développement en coûts des ventes	(335)	(290)
Frais de recherche et développement en frais de R&D ⁽¹⁾	(565)	(567)
Projets de développement capitalisés	(372)	(355)
TOTAL DES FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA PERIODE	(1 272)	(1 212)

(1) Dont 47 millions d'euros de crédit d'impôt recherche en 2015, 45 millions d'euros en 2014.

Les amortissements des projets de développement capitalisés s'élèvent à 227 millions d'euros sur l'exercice 2015, contre 180 millions d'euros sur l'exercice 2014.

Note 5 Dotations aux amortissements

Les charges d'exploitation incluent les dotations aux amortissements suivantes :

	31/12/2015	31/12/2014
Inclus dans le coût des ventes :		
Amortissements	(554)	(484)
Inclus dans les frais généraux et commerciaux :		
Amortissements	(203)	(141)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(757)	(625)

De plus, le montant net des pertes de valeurs des actifs non courants s'élève à 482 millions d'euros.

Note 6 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	31/12/2015	31/12/2014
Pertes de valeur des actifs corporels et incorporels	(246)	(4)
Plus-values sur cessions d'actifs	21	9
Moins-values sur cessions d'actifs et mises au rebut	(12)	(22)
Coûts liés aux acquisitions	(118)	(114)
Modifications des plans d'avantages au personnel	53	95
Autres	(220)	(69)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(522)	(106)

Les pertes de valeur des actifs corporels et incorporels en 2015 correspondent notamment à la dépréciation d'actifs de l'activité Transport suite au projet de cession décrit en note 2.2.

Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux principales acquisitions 2015 et 2014.

La ligne « Modifications des plans d'avantages au personnel » inclut principalement des reprises de provision au Royaume-Uni, et en France.

La ligne « Autres » inclut principalement en 2015 des pertes sur des cessions d'activités, notamment celle de Juno décrite en note 2.2. En 2014, cette ligne incluait principalement des provisions pour indemnités ou litiges.

Note 7 Charges de restructuration

Les coûts de restructuration s'élèvent à 318 millions d'euros sur la période. Ils sont principalement liés à des réorganisations industrielles et à des rationalisations des fonctions support dans l'ensemble des géographies.

Note 8 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions

	31/12/2015	31/12/2014
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(277)	(259)
Pertes de valeur des incorporels liés aux acquisitions	(295)	-
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES INCORPORELS LIES AUX ACQUISITIONS	(572)	(259)

La migration des marques du Groupe vers la marque Schneider Electric (projet *One Brand*) a conduit à amortir à compter du 1^{er} janvier 2010 les marques Xantrex, TAC et MGE sur une durée de six ans. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 61 millions d'euros sur l'exercice 2015. Par ailleurs, la marque Pelco a été dépréciée pour un montant de 295 millions d'euros.

Les tests de dépréciation effectués en 2015 n'ont pas conduit à comptabiliser de perte de valeur sur les autres actifs des UGT. L'analyse de sensibilité aux hypothèses de ce test ne conduirait pas à comptabiliser une perte de valeur dans l'une des hypothèses suivantes :

- en cas de hausse du taux d'actualisation de 0,5 point ;
- en cas de baisse du taux de croissance de 1 point ;
- en cas de baisse du taux de marge de 0,5 point.

Note 9 Autres produits et charges financiers

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat de change, net	(24)	(26)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(79)	(73)
Dividendes reçus	-	4
Ajustement à la juste valeur des actifs disponibles à la vente	(1)	(22)
Autres charges financières nettes	(47)	(38)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(151)	(155)

Note 10 Impôt sur les sociétés

Dès que les conditions réglementaires sont réunies, les sociétés du Groupe recourent à l'intégration fiscale. Schneider Electric SE a choisi cette option vis-à-vis de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire de Schneider Electric Industries SAS.

10.1 – Analyse de la charge d'impôt

	31/12/2015	31/12/2014
Impôt courant		
France	(73)	(90)
Étranger	(602)	(601)
Total	(675)	(691)
Impôts différés		
France	185	(38)
Étranger	101	178
Total	286	140
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPOT	(389)	(551)

10.2 – Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net (part du Groupe)	1 407	1 941
Résultat net des activités non poursuivies	-	169
(Charge)/Produit d'impôt	(389)	(551)
Intérêts minoritaires	(96)	(120)
Résultat des sociétés mises en équivalence	109	14
Résultat avant impôt	1 783	2 429
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %
Éléments en rapprochement :		
Charge d'impôt théorique	(614)	(836)
Écart de taux France/Étranger	195	206
Crédits d'impôt et autres réductions d'impôt	125	132
Effets des déficits fiscaux	(13)	70
Autres différences permanentes	(82)	(122)
(Charge)/Produit net d'impôt réel	(389)	(551)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	21,8 %	22,7 %

Note 11 Écarts d'acquisition

11.1 – Principaux écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du Groupe sont présentés ci-dessous par segment :

	31/12/2015 net	31/12/2014 net
<i>Buildings & Partner</i>	5 797	5 678
<i>Industry</i>	6 234	5 365
<i>IT</i>	3 302	3 120
<i>Infrastructure</i>	2 448	2 570
TOTAL	17 781	16 733

L'écart d'acquisition de Square D a été affecté selon une clé représentant les résultats opérationnels par segment :

	<i>Partner</i>	<i>Industry</i>
Square D Company	82 %	18 %

11.2 – Mouvements de la période

Les principaux mouvements de l'année sont récapitulés dans le tableau suivant :

	31/12/2015	31/12/2014
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	16 733	13 048
Acquisitions	412	3 177
Cessions	(277)	(423)
Perte de valeur	(65)	-
Effet des variations de change	978	931
Reclassement/Affectation	-	-
Écarts d'acquisition nets à la clôture	17 781	16 733
Dont pertes de valeur cumulées à la clôture	(375)	(280)

Acquisitions

Les écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2015 s'élèvent à 412 millions d'euros et correspondent principalement à l'ajustement de l'allocation du prix d'acquisition du groupe Invensys. L'écart d'acquisition d'Invensys a été alloué à l'UGT *Industry*. Les écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2014 s'élevaient à 3 177 millions d'euros et correspondaient principalement au groupe Invensys.

Les tests de dépréciation effectués sur l'ensemble des UGT du Groupe n'ont pas conduit à comptabiliser une perte de valeur.

Autres variations

Les variations de taux de change concernent principalement les écarts d'acquisition en dollars américains.

Note 12 Immobilisations incorporelles

12.1 – Variation des immobilisations incorporelles

	Marques	Logiciels	Projets de Développement (R&D)	Autres incorporels	Total
VALEURS BRUTES					
31/12/2013*	2 606	823	1 763	1 834	7 026
Acquisitions	-	27	355	14	396
Cession/mises au rebut	-	(15)	(3)	(10)	(28)
Écarts de conversion	261	19	59	228	567
Reclassement	-	17	(17)	7	7
Variation de périmètre et divers	(9)	(2)	(7)	347	329
31/12/2014	2 858	870	2 149	2 420	8 297
Acquisitions	1	21	373	1	396
Cession/mises au rebut	(1)	(51)	(15)	(13)	(80)
Écarts de conversion	249	16	73	210	548
Reclassement	3	25	(102)	42	(32)
Variation de périmètre et divers	(104)	(2)	-	(93)	(199)
31/12/2015	3 006	879	2 478	2 567	8 930

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	Total
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
31/12/2013*	(360)	(655)	(710)	(1 021)	(2 746)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur	(3)	(87)	(268)	(56)	(414)
Reprise d'amortissements	1	84	169	43	297
Écarts de conversion	(1)	(32)	(96)	(28)	(157)
Reclassement	1	24	(7)	(7)	11
Variation de périmètre et divers	-	(70)	(60)	(52)	(182)
31/12/2014	(398)	(706)	(910)	(1 222)	(3 236)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur	(355)	(55)	(339)	(210)	(959)
Reprise d'amortissements	3	46	9	(1)	57
Écarts de conversion	(12)	(15)	(34)	(86)	(147)
Reclassement	(3)	-	48	(11)	34
Variation de périmètre et divers	-	2	-	45	47
31/12/2015	(765)	(728)	(1226)	(1 485)	(4 204)

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	Total
VALEURS NETTES					
31/12/2013*	2 246	168	1 053	813	4 280
31/12/2014	2 460	163	1 239	1 198	5 061
31/12/2015	2 241	151	1 252	1 082	4 726

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

En 2015, l'augmentation des actifs incorporels est principalement liée aux projets de développement capitalisés pour 373 millions d'euros. La diminution des immobilisations incorporelles est principalement liée à la cession de Juno décrite en note 2.2.

En 2014, l'augmentation des actifs incorporels est principalement liée aux variations de périmètre des actifs incorporels qui incluent essentiellement des actifs incorporels reconnus sur le groupe Invensys pour 521 millions d'euros et aux projets de développement capitalisés pour 355 millions d'euros.

Les amortissements et pertes de valeur des immobilisations incorporelles, hors *goodwill*, retraités dans le tableau de flux de trésorerie s'analysent comme suit :

<i>Impact sur la trésorerie</i>	31/12/2015	31/12/2014
Amortissements des immobilisations incorporelles	551	483
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles et autres	408	3
TOTAL*	959	486

* dont amortissements et pertes de valeur des immobilisations incorporelles liés aux acquisitions pour 277 millions d'euros sur l'exercice 2015 et pour 259 millions d'euros sur l'exercice 2014 (cf. note 8).

12.2 – Marques

À la clôture de l'exercice, les principales marques reconnues sont les suivantes :

	31/12/2015	31/12/2014
APC (IT)	1 689	1 515
PELCO (Buildings & Partner)	154	410
Clipsal (Building s & Partner)	171	172
MGE (IT)	-	33
TAC (Buildings & Partner)	-	20
Juno (Buildings & Partner)	-	94
Digital (Industry)	42	38
Invensys – Triconex and Foxboro (Industry)	51	43
Autres	134	135
TOTAL NET	2 241	2 460

La migration des marques du Groupe vers la marque Schneider Electric (projet *One Brand*) a conduit à amortir à compter du 1^{er} janvier 2010 les marques Xantrex, TAC et MGE sur une durée de six ans. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 61 millions d'euros sur l'exercice 2015. Les autres marques sont à durée de vie illimitée. Par ailleurs, la marque Pelco a été dépréciée pour un montant de 295 millions d'euros.

Note 13 Immobilisations corporelles

13.1 – Variation des immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
VALEURS BRUTES					
Situation au 31/12/2013*	205	1 745	4 001	989	6 940
Acquisitions	2	269	134	70	475
Cessions / mises au rebut	3	(115)	(171)	(56)	(339)
Ecart de conversion	11	62	133	35	241
Reclassement	6	(172)	122	38	(6)
Variation de périmètre et divers	(15)	127	79	39	230
Situation au 31.12.2014	212	1 916	4 298	1 115	7 541
Acquisitions	3	276	162	67	508
Cessions / mises au rebut	(20)	(147)	(240)	(106)	(513)
Ecart de conversion	11	56	115	27	209
Reclassement	9	(95)	95	(27)	(18)
Variation de périmètre et divers	(6)	(100)	(12)	(4)	(122)
Situation au 31.12.2015	209	1 906	4 418	1 072	7 605

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Situation au 31/12/2013*	(26)	(837)	(2 974)	(508)	(4 345)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(3)	(87)	(268)	(60)	(418)
Reprises d'amortissements	1	84	169	43	297
Ecart de conversion	(1)	(32)	(96)	(28)	(157)
Reclassement	1	24	(7)	(7)	11
Variation de périmètre et divers	-	(70)	(60)	(48)	(178)
Situation au 31.12.2014	(28)	(918)	(3 236)	(608)	(4 790)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(2)	(83)	(275)	(73)	(433)
Reprises d'amortissements	5	97	230	95	427
Ecart de conversion	(1)	(26)	(86)	(21)	(134)
Reclassement	-	(4)	9	14	19
Variation de périmètre et divers	(3)	27	5	6	35
Situation au 31.12.2015	(29)	(907)	(3 353)	(587)	(4 876)

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
VALEURS NETTES					
Au 31/12/2013*	179	908	1 027	481	2 595
Au 31/12/2014	184	998	1 062	507	2 751
Au 31 /12/2015	180	999	1 065	485	2 729

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

Les reclassements correspondent principalement aux mises en service d'immobilisations.

L'impact cash des acquisitions d'immobilisations corporelles se détaille comme suit :

Impact cash des acquisitions d'immobilisations corporelles	31/12/2015	31/12/2014
Augmentation des immobilisations corporelles	(508)	(475)
Variation des créances et dettes liées aux immobilisations corporelles	(1)	-
TOTAL	(509)	(475)

Les amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles retraités dans le tableau des flux de trésorerie s'analysent comme suit :

Impact sur la trésorerie	31/12/2015	31/12/2014
Amortissement des immobilisations corporelles	426	414
Perte de valeurs sur immobilisations corporelles	6	4
TOTAL	432	418

13.2 – Locations-financement

Les immobilisations corporelles comprennent les immobilisations en location-financement suivantes :

	31/12/2015	31/12/2014
Terrains	-	1
Constructions	10	29
Installations techniques, matériels et outillages et autres	31	32
Autres immobilisations corporelles	2	2
Amortissements cumulés	(41)	(40)
IMMOBILISATIONS EN LOCATION-FINANCEMENT	2	24

Les engagements de loyers futurs minimaux des immobilisations en location-financement au 31 décembre 2015 se détaillent comme suit :

	Paiements minimaux	Paiements minimaux actualisés
Moins d'un an	1	1
Plus d'un an et moins de cinq ans	1	2
Total des engagements de loyer	2	3
Effet d'actualisation	1	-
Paiements minimaux actualisés	3	-

13.3 – Locations simples

La charge locative s'analyse comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014
Loyers	118	163
Sous-location	6	7
TOTAL CHARGE LOCATIVE	124	170

Les engagements de location simple s'analysent comme suit au 31 décembre 2015 :

	Paiements minimaux	Paiements minimaux actualisés
Moins d'un an	108	106
Plus d'un an et moins de 5 ans	281	272
5 ans et plus	229	211
Total des engagements de loyer	618	589
Effet d'actualisation	(29)	-
Paiements minimaux actualisés	589	-

Note 14 Participations dans les entreprises associées

Le détail des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

	% de détention		Participation Nette		Quote-part de résultat	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Fuji Electric FA Components & Systems	36,8%	36,8%	108	91	11	11
Sunten Electric Equipment	40,0%	40,0%	98	88	7	6
Custom Sensors & Technologies Topco Limited	30,0%	30,0%	93	81	93	(3)
Telvent DMS, LLC power engineering	57,0%	57,0%	34	32	(5)	(2)
Delta Dore Finance	20,0%	20,0%	17	16	1	1
Autres	N/A	N/A	14	10	2	1
TOTAL	-	-	364	318	109	14

Note 15 Actifs financiers

15.1 – Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente, essentiellement constitués de titres de participation, sont détaillés ci-dessous :

	% détenu	31/12/2015			31/12/2014
		Valeur brute	Réévaluation/ dépréciation	Juste valeur	Juste valeur
I – Titres cotés					
NVC Ligthing	9,2 %	137	(104)	33	54
Gold Peak Industries Holding Ltd	4,4 %	6	(3)	3	3
Total titres cotés		143	(107)	36	57
II – Titres non cotés					
FCPR SEV1	99,5 %	10	10	20	44
Gunsan Elektrik. ⁽¹⁾	100 %	-	-	-	112
InStep Software. ⁽¹⁾	100 %	-	-	-	41
SE Buildings Energy Efficiency ⁽²⁾	100 %	-	-	-	18
FCPR Aster II (part A, B and C)	38,3 %	22	(5)	17	14
FCPR Growth	100 %	29	-	29	10
FCPR SESS and Livelihoods	81,7 %	13	-	13	12
Raise Foundation	5%	9	-	9	5
Autres		20	(16)	4	20
Total titres non cotés		103	(11)	92	276
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE		246	(118)	128	333

(1) Sociétés acquises en 2014 et consolidées en 2015

(2) Cédés en 2015

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente correspond au cours de clôture pour les titres cotés sur un marché actif.

Les titres NVC Lighting ont été acquis en juillet 2011 dans le cadre d'un partenariat permettant à Schneider Electric un accès exclusif aux canaux de distribution diffus et bien établis de NVC Lighting. La variation cumulée de juste valeur de ces titres, déterminée sur la base du cours de Bourse et s'élevant à une perte de valeur de 104 millions d'euros (au taux de clôture) a été comptabilisée.

15.2 – Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants s'élèvent à 568 millions d'euros au 31 décembre 2015.

15.3 – Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'élèvent à 41 millions d'euros au 31 décembre 2015 et sont composés de placement à long terme en fonds de pension.

Note 16 Impôts différés par nature

La ventilation des impôts différés par nature est détaillée ci-dessous :

	31/12/2015	31/12/2014
Impôts différés – Actif		
Déficits et crédits d'impôt reportables	886	591
Provisions pour retraite et engagements similaires	483	590
Pertes de valeur des créances clients et des stocks	144	183
Provisions et charges à payer non déductibles	347	260
Autres	644	536
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	2 504	2 160
Impôts différés – Passif		
Différentiel entre amortissement comptable et fiscal	(110)	(108)
Marques et autres immobilisations incorporelles	(409)	(432)
Dépenses de R&D capitalisées	(94)	(90)
Autres	(582)	(486)
IMPOTS DIFFERES PASSIFS	(1 195)	(1 116)

Les reports déficitaires activés au 31 décembre 2015 sont localisés majoritairement en France (560 millions d'euros) et aux États-Unis (180 millions d'euros).

Note 17 Stocks et en-cours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute :		
Matières premières	1 316	1 391
En-cours de production	304	291
Produits intermédiaires et finis	1 295	1 247
Marchandises	400	416
En-cours Solutions	120	87
VALEUR BRUTE DES STOCKS	3 435	3 432
Perte de valeur :		
Matières premières	(181)	(196)
En-cours de production	(8)	(7)
Produits intermédiaires et finis	(187)	(182)
Marchandises	(14)	(12)
En-cours Solutions	(10)	(8)
PERTE DE VALEUR	(400)	(405)
Valeur nette :		
Matières premières	1 135	1 195
En-cours de production	296	284
Produits intermédiaires et finis	1 108	1 065
Marchandises	386	404
En-cours Solutions	110	79
VALEUR NETTE DES STOCKS	3 035	3 027

Note 18 Clients et créances d'exploitation

	31/12/2015	31/12/2014
Créances clients	6 115	6 037
Clients, effets à recevoir	241	213
Avances fournisseurs	119	119
Clients et créances d'exploitation, brutes	6 475	6 369
Pertes de valeur	(473)	(378)
Clients et créances d'exploitation, nettes	6 002	5 991
dont :		
Non échues	5 082	5 048
Retard n'excédant pas un mois	432	397
Retard compris entre un et deux mois	203	199
Retard compris entre deux et trois mois	99	105
Retard compris entre trois et quatre mois	69	70
Retard supérieur à quatre mois	117	172
CLIENTS ET CREANCES D'EXPLOITATION, NETTES	6 002	5 991

Les créances clients résultent des ventes aux clients finaux, lesquels sont géographiquement et économiquement largement répartis. En conséquence, le Groupe estime qu'il n'existe pas de concentration majeure du risque de crédit.

Par ailleurs, le Groupe applique une politique de prévention du risque client, notamment par un recours important à l'assurance-crédit et autres formes de garantie applicables au poste client.

Le tableau ci-après présente de manière synthétique les variations des provisions pour dépréciation des créances à court et long termes :

	31/12/2015	31/12/2014
Provisions pour dépréciation en début d'exercice	(378)	(347)
Dotations de l'exercice aux provisions	(109)	(84)
Reprise de provisions pour dépréciation avec utilisation	67	57
Reprise de provisions pour dépréciation sans utilisation	12	7
Écarts de conversion	(11)	(13)
Autres	(54)	2
PROVISIONS POUR DEPRECIATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	(473)	(378)

Note 19 Autres créances et charges constatées d'avance

	31/12/2015	31/12/2014
Autres débiteurs	366	347
Autres créances fiscales	918	1 036
Instruments dérivés	139	98
Charges constatées d'avance	277	248
TOTAL	1 700	1 729

Note 20 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2015	31/12/2014
Valeurs mobilières de placement	1 310	714
Titres de créances négociables et dépôts court terme	65	50
Disponibilités	1 624	1 886
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 999	2 650
Découverts et encours bancaires	(150)	(212)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, NETS	2 849	2 438

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

Des cessions sans recours de créances clients ont eu lieu sur le second semestre 2015 pour un total de 130 millions d'euros, à comparer à 133 millions d'euros sur le second semestre 2014.

Note 21 Capitaux propres

21.1 – Capital

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2015 est de 2 354 937 888 euros représenté par 588 734 472 actions de 4 euros de nominal chacune, totalement libérées.

Au 31 décembre 2015, le nombre total de droits de vote attachés aux 588 734 472 actions composant le capital est de 630 365 631.

La gestion du capital de Schneider Electric vise à :

- assurer la liquidité du Groupe ;
- optimiser sa structure financière ;
- optimiser son coût moyen pondéré du capital.

Elle doit permettre au Groupe d'avoir accès dans les meilleures conditions possibles aux différents marchés de capitaux. Les éléments de décision peuvent être des objectifs de bénéfice net par action, de *rating* ou d'équilibre de bilan. Enfin, la mise en œuvre des décisions peut dépendre des conditions spécifiques de marché.

Évolution du capital

Depuis le 31 décembre 2013, le capital a évolué comme suit :

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital (en euros)
Capital au 31/12/2013	561 958 023	2 247 832 092
Exercice d'options	1 807 827	7 231 308
Augmentation de capital à destination des salariés	3 717 865	14 871 460
Augmentation de capital	17 207 427	68 829 708
Capital au 31/12/2014	584 691 142	2 338 764 568
Exercice d'options	1 629 391	6 517 564
Augmentation de capital à destination des salariés	2 413 939	9 655 756
CAPITAL AU 31/12/2015	588 734 472	2 354 937 888

Par ailleurs, l'exercice des options et les augmentations de capital ont fait augmenter les primes d'émission d'un montant de 141 015 492 euros.

21.2 – Actionnariat

	31/12/2015				31/12/2014	
	Capital %	Nombre d'actions	Droits de vote %	Nombre de droits de vote	Capital %	Droits de vote%
Blackrock, Inc.	5,0	29 626 692	4,7	29 626 692	5,3	4,9
Capital Group Companies ⁽¹⁾	0,0	7 228	0,0	7 228	4,2	3,9
CDC	3,1	18 270 907	5,8	36 514 997	3,2	6,0
Salariés	3,8	22 609 167	6,0	37 551 765	4,0	6,3
Autocontrôle ⁽²⁾	0,0	1 058	-	-	0,0	-
Autodétention	4,0	23 283 812	-	-	2,3	-
Public	84,1	494 935 608	83,5	526 664 949	81,0	78,9
TOTAL	100,0	588 734 472	100,0	630 365 631	100,0	100,0

(1) À la meilleure connaissance de la Société.

(2) Nombre de droits de vote résultant de l'article 223-11 du RG AMF qui inclut les actions privées de droit de vote.

Au 31 décembre 2015, il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

21.3 – Résultat par action

Calcul du nombre moyen pondéré d'actions retenues

(en milliers d'actions)	31/12/2015*		31/12/2014*	
	Avant dilution	Après dilution	Avant dilution	Après dilution
Actions ordinaires*	568 346	568 346	572 166	572 166
Actions de performance	-	2 877	-	3 781
Options de souscription	-	792	-	999
Nombre moyen pondéré d'actions	568 346	572 015	572 166	576 946

* Net de l'autodétention et de l'autocontrôle.

Résultat net par action

(en euros)	31/12/2015		31/12/2014	
	Avant dilution	Après dilution	Avant dilution	Après dilution
Résultat avant impôt	3,14	3,12	4,25	4,21
RESULTAT NET PART DU GROUPE	2,47	2,46	3,39	3,37

21.4 – Dividendes versés et proposés

Au titre de l'exercice 2014, le Groupe a versé en 2015 un dividende d'un montant de 1,92 euro par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 1 098 millions d'euros.

Au titre de l'exercice 2013, le Groupe a versé en 2014 un dividende d'un montant de 1,87 euro par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 1 069 millions d'euros.

Le dividende proposé à l'assemblée générale du 25 avril 2016 au titre de l'exercice 2015 s'élève à 2,00 euros par action de 4 euros de nominal. À la clôture de l'exercice 2014, le montant des réserves distribuables de la société tête de Groupe Schneider Electric SE s'élève à 7 262 millions d'euros (7 883 millions d'euros au 31 décembre 2014), hors résultat net de l'exercice.

21.5 – Paiements sur la base d'actions

Renseignements relatifs aux plans d'options et d'actions de performance en cours

Le conseil d'administration de Schneider Electric SE puis le directoire ont mis en place des plans d'options et d'actions de performance au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe, dont les principales caractéristiques au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

Plans d'options

N° du plan	Date du conseil	Type de plan ⁽¹⁾	Point de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options accordées à l'origine	Options annulées en raison de la non-atteinte des objectifs
28	21/12/2006	S	21/12/2010	20/12/2016	39,60	2 514 240	-
29	23/04/2007	S	23/04/2011	22/04/2017	47,24	166 300	-
30	19/12/2007	S	19/12/2011	18/12/2017	44,79	1 889 852	887 952
31	05/01/2009	S	05/01/2013	04/01/2019	25,37	1 358 000	133 760
33	21/12/2009	S	21/12/2013	20/12/2019	36,92	1 652 686	-
TOTAL						7 581 078	1 021 712

(1) S = plan d'options de souscription.

Les plans d'options répondent aux règles suivantes :

- l'exercice des options est généralement subordonné à des conditions d'appartenance au Groupe et d'atteinte des critères de performance ;
- la durée de vie des options est de six ans ;
- la période d'acquisition des droits est de trois ou quatre ans aux États-Unis et de quatre ans pour le reste du monde.

Plans d'actions de performance

N° du plan	Date du conseil	Date d'acquisition	Point de départ de cession	Nombre d'actions accordées à l'origine	Actions annulées en raison de la non-atteinte des objectifs
10	17/12/2010	17/03/2013	17/03/2015	665 524	11 409
11	17/12/2010	17/12/2014	17/12/2014	1 161 696	17 237
10 bis	26/07/2011	26/07/2013	26/07/2015	3 000	48
11 bis	26/07/2011	26/07/2015	26/07/2015	5 882	94
12	26/07/2011	26/07/2015	26/07/2015	19 850	-
13 et 13 bis	16/12/2011	16/12/2013	16/12/2015	647 943	-
14 et 14 bis	16/12/2011	16/12/2015	16/12/2015	1 386 800	-
13 ter	27/07/2012	27/07/2014	27/07/2016	625	-
14 ter	27/07/2012	27/07/2016	27/07/2016	1 500	-
15	28/03/2013	28/03/2015	28/03/2017	645 550	-
16	28/03/2013	28/03/2017	28/03/2017	1 844 830	-
15 bis	24/10/2013	24/10/2015	26/10/2017	4 500	-
16 bis	24/10/2013	24/10/2017	24/10/2017	19 600	-
17	31/03/2014	31/03/2016	02/04/2018	714 480	-
18	31/03/2014	31/03/2018	02/04/2018	2 177 320	-
17 bis	28/10/2014	28/10/2016	29/10/2018	500	-
18 bis	28/10/2014	28/10/2018	29/10/2018	30 900	-

N° du plan	Date du conseil	Date d'acquisition	Point de départ de cession	Nombre d'actions accordées à l'origine	Actions annulées
					en raison de la non-atteinte des objectifs
19 a	18/02/2015	18/02/2017	20/02/2020	4 925	-
19 b	18/02/2015	18/02/2018	19/02/2020	9 100	-
20 a	18/02/2015	18/02/2017	20/02/2020	11 475	-
20 b	18/02/2015	18/02/2018	19/02/2020	11 950	-
20 c	18/02/2015	18/02/2019	18/02/2020	9 300	-
21	27/03/2015	27/03/2017	27/03/2019	719 670	-
21 bis	28/10/2015	28/10/2017	30/10/2019	1 500	-
22	27/03/2015	27/03/2019	27/03/2019	2 095 610	-
22 bis	28/03/2015	28/10/2019	28/10/2019	32 650	-
22 ter	28/10/2015	28/10/2019	28/10/2019	24 570	-
TOTAL				12 251 250	28 788

Les plans d'actions de performance répondent aux règles suivantes :

- l'attribution des actions de performance est généralement subordonnée à des conditions d'appartenance au Groupe et d'atteinte des critères de performance ;
- la période d'acquisition des actions est de deux à quatre ans ;
- la période de conservation des actions est de zéro à trois ans.

Évolution du nombre d'options et d'actions de performance

Évolution du nombre d'options

N° du plan	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2014	Nombre d'options exercées et/ou créées au cours de l'exercice	Nombre d'options annulées ou régularisées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2015
28	693 388	(92 491)	14 460	615 357
29	65 398	(9 551)	(1 896)	53 951
30	380 578	(68 735)	1 785	313 628
31	395 791	(83 974)	1 317	313 134
33	929 495	(246 760)	4 334	687 069
TOTAL	2 464 650	(501 511)	20 000	1 983 139

(1) Après avoir tenu compte des annulations (critères de performance non atteints ou non-exercice de l'option par les salariés).

L'exercice des options des plans 28 à 33, ainsi que des SARs, est généralement subordonné à une condition d'appartenance au Groupe et à l'atteinte d'objectifs annuels basés sur des indicateurs financiers.

Au titre des levées d'options de souscription des plans d'options en cours, Schneider Electric SE a créé 1 629 391 actions sur l'année 2015.

Évolution du nombre d'actions de performance

N° du plan	Attribution d'actions gratuites au 31/12/2014	Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre	Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	Nombre d'actions à acquérir au 31/12/2015
11 <i>bis</i>	5 788	(5 788)	-	-
12	19 850	(19 850)	-	-
14 and 14 <i>bis</i>	1 215 369	(1 091 962)	(123 407)	-
14 <i>ter</i>	1 500	-	-	1 500
15	632 750	(630 100)	(2 650)	-
15 <i>bis</i>	4 500	(4 500)	-	-
16	1 716 105	(5 000)	(124 150)	1 586 955
16 <i>bis</i>	19 600	-	(500)	19 100
17	712 580	(700)	(5 750)	706 130
17 <i>bis</i>	500	-	-	500
18	2 082 220	(4 000)	(84 430)	1 993 790
18 <i>bis</i>	30 700	-	-	30 700
19	-	14 025	-	14 025
20	-	32 725	-	32 725
21	-	719 670	(5 600)	714 070
21 <i>bis</i>	-	1 500	-	1 500
22	-	2 095 610	(43 750)	2 051 860
22 <i>bis</i>	-	32 650	-	32 650
22 <i>ter</i>	-	24 570	-	24 570
TOTAL	6 441 462	1 158 850	(390 237)	7 210 075

L'acquisition des actions de performance est généralement subordonnée à une condition d'appartenance au Groupe et à l'atteinte d'objectifs annuels basés sur des indicateurs financiers.

21.5.1 Valorisation des paiements fondés sur des actions de performance

Conformément aux principes énoncés en note 1.20, les plans d'actions de performance ont été évalués sur la base d'une durée de vie estimée des actions comprise entre quatre et cinq ans, et selon les principales hypothèses suivantes :

- taux de distribution du résultat fixé entre 3,0 et 3,5 % ;
- taux d'actualisation compris entre 0,1 et 1,0 % et correspondant à un taux sans risque sur la durée des plans (source : Bloomberg).

Sur la base de ces hypothèses, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 se répartit comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014
Plan 11 et 11 bis	-	7
Plan 12	-	-
Plan 14 et 14 bis	5	8
Plan 15 et 15 bis	4	16
Plan 16 et 16 bis	17	20
Plan 16 bis	-	-
Plan 17 et 17 bis	16	15
Plan 18 et 18 bis	21	20
Plan 19	-	-
Plan 20	1	-
Plan 21 et 21 bis	14	-
Plan 22, 22 bis et 22 ter	19	-
TOTAL	97	86

21.5.2 Plan mondial d'actionnariat salarié

Le Groupe Schneider Electric offre à ses employés la possibilité de devenir actionnaires grâce à des émissions d'actions qui leur sont réservées. Dans les pays qui satisfont aux exigences légales et fiscales, le plan d'actionnariat classique a été proposé aux salariés.

Dans le plan classique, les employés investissent dans des actions du Groupe à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces actions ne peuvent être cédées par le salarié pendant une période incompressible de 5 années, sauf cas de sortie anticipée prévus par la loi. La charge IFRS 2 mesurant « l'avantage » offert aux salariés est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant (donc par définition cessibles à tout moment), en finançant cet achat par un prêt amortissable in fine.

Cette stratégie vise à refléter le coût subi par le salarié sur la période d'indisponibilité pour se libérer du risque de portage des actions souscrites dans le cadre du plan classique. Le coût d'emprunt est celui auquel ont accès les employés, seuls acteurs potentiels de ce marché : il repose sur un taux moyen offert par différents organismes de crédit pour des crédits de trésorerie prenant la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté sans faculté de renouvellement pour une durée maximum de cinq ans, octroyé à un client personne physique présentant un profil de risque moyen.

En ce qui concerne la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, le Groupe a proposé le 26 mai 2015 à ses salariés, au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 58,21 euros ou 54,79 euros selon les pays (décoté de 15 à 20% par rapport au cours de référence de 68,48 euros calculé sur une moyenne des cours d'ouverture sur les 20 jours précédant la date de décision du Conseil d'administration).

Dans l'ensemble, 2,4 millions d'actions ont été souscrites, soit une augmentation de capital de 135 millions d'euros réalisée le 8 juillet 2015. Compte-tenu de l'évolution des hypothèses de valorisation et plus particulièrement du spread de taux particulier, le coût d'incessibilité en 2015 est, depuis 2012, supérieur à la charge de décote, conduisant le Groupe à ne pas reconnaître de charge au titre de l'opération.

Les tableaux ci-après présentent les principales caractéristiques des plans, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour les exercices 2015 et 2014.

	Année 2015		Année 2014	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Plans classiques				
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (<i>en années</i>)		5		5
Prix de référence (<i>en euros</i>)		68,49		68,62
Prix de souscription (<i>en euros</i>) :				
entre		58,21		58,33
et		54,79		54,90
Décote faciale :				
entre	15,0 %		15,0 %	
et	20,0 %		20,0 %	
Montant souscrit par les salariés		135,0		122,7
Montant global souscrit		135,0		122,7
Nombre total d'actions souscrites (<i>millions d'actions</i>)		2,4		2,2
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (<i>in fine</i>) ⁽¹⁾	4,4 %		4,8 %	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,4 %		0,8 %	
Taux d'emprunt des titres annuel (<i>repo</i>)	1,0 %		1,0 %	
(a) Valeur de la décote :				
entre	15,0 %	8,3	15,0 %	7,8
et	20,0 %	22,0	20,0 %	19,6
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché	26,4 %	43,6	26,4 %	39,5
Coût global pour le Groupe (a-b)		0		0
Sensibilités				
▪ diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽²⁾	(0,5 %)	4,8	(0,5 %)	4,3

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

(2) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

21.6 – Actions propres

Au 31 décembre 2015, le Groupe détient 23 283 812 actions propres qui viennent en déduction des réserves consolidées.

21.7 – Impôt constaté dans les capitaux propres

L'impôt sur les éléments directement reconnus en capitaux propres s'élève à 344 millions d'euros à fin décembre 2015 et se décompose comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014	Effet impôt sur flux net de la période
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	41	75	(34)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(7)	(8)	1
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	311	379	(68)
Autres	(1)	(1)	-
TOTAL	344	445	(101)

Note 22 Provisions pour retraites et engagements assimilés

Le Groupe accorde à ses employés des avantages de natures diverses en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière, ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi en matière de couverture maladie et assurance-vie. Par ailleurs, le Groupe accorde également des avantages à long terme au personnel en activité, essentiellement les médailles du travail et avantages similaires accordés principalement en France, en Australie et en Chine.

Hypothèses et sensibilités

Les évaluations actuarielles sont réalisées annuellement. Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements varient selon les conditions économiques prévalant du pays dans lequel le régime s'applique et sont spécifiées ci-dessous :

	Taux moyen pondéré Groupe		Dont États-Unis	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Taux d'actualisation	3,75%	3,47 %	4,23%	3,95 %
Taux d'augmentation des salaires	3,25%	3,00 %	N/A	N/A
Taux de rendement attendu des placements ⁽¹⁾	3,60%	4,46 %	3,89%	4,75%

(1) En application de l'IAS 19 Révisée, le taux utilisé pour estimer le rendement attendu des placements est le taux d'actualisation de début d'année.

Les taux d'actualisation retenus sont déterminés sur la base des taux de rendement des obligations émises par des entreprises de bonne qualité (notées AA) ou des obligations d'État lorsque le marché n'est pas liquide, de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Aux États-Unis, un taux d'actualisation moyen est retenu sur la base d'une courbe déterminée à partir des taux d'obligations des entreprises notées AA et AAA.

Les taux d'actualisation dans les principales zones sont les suivants : 2,10 % pour les régimes de durée 10 ans et 2,40 % pour les régimes de durée 15 ans dans la zone euro, 4,23 % aux États-Unis et 3,80 % au Royaume-Uni.

Concernant les engagements de retraite et indemnités de départ, une variation à la hausse de 0,5 point du taux d'actualisation diminuerait respectivement d'environ 669 millions d'euros et 2 millions d'euros le montant de l'engagement et le coût des services rendus. La même variation à la baisse augmenterait l'engagement de 747 millions d'euros et le coût des services rendus de 3 millions d'euros.

L'essentiel de l'engagement relatif aux frais médicaux concerne les États-Unis. Une variation à la hausse d'1 point du taux des frais médicaux aux États-Unis augmenterait respectivement de 25 millions d'euros et 1 million d'euros le montant de l'engagement et l'agrégation du coût des services rendus et du coût financier au titre de la couverture maladie postérieure à l'emploi. La même variation à la baisse diminuerait l'engagement de 22 millions d'euros et l'agrégation du coût des services rendus et du coût financier de 1 million d'euros.

Aux États-Unis, en 2015, le taux d'augmentation des frais médicaux se fonde sur une tendance décroissante entre 2016 (8,33 %) et 2028 (4,5 %) pour les retraités de moins de 65 ans et entre 2016 (6,33%) et 2022 (4,5%) pour les retraités de plus de 65 ans. En 2014, le taux d'augmentation des frais médicaux se fondait sur une tendance décroissante entre 2015 (8,67 %) et 2028 (4,5 %) pour les retraités de moins de 65 ans et entre 2015 (6,67%) et 2022 (4,5%) pour les retraités de plus de 65 ans. En France, le taux d'augmentation des frais médicaux retenu est de 4 % en 2014 et 2015.

Engagements de retraite et indemnités de départ

Les engagements de retraite du Groupe concernent principalement les filiales nord-américaines et européennes. Ces régimes accordent le versement d'un capital au moment du départ en retraite ou d'une rente durant toute la retraite, dont le montant est fonction de l'ancienneté du salarié, de sa classification et du salaire de fin de carrière. Les plans nord-américains ont une durée moyenne de 11,3 années. Ces engagements incluent également les retraites-chapeau accordées à certains cadres dirigeants leur garantissant un complément de revenu au-delà des régimes généraux et obligatoires.

La majorité de ces engagements de retraite font l'objet d'une couverture financière partielle ou totale par le biais de fonds externalisés. Au 31 décembre 2015, le montant des obligations partiellement ou totalement financées est de 10 365 millions d'euros et représente 96 % du montant total de l'engagement du Groupe. Ces fonds ne sont pas investis en actifs du Groupe.

Les actifs des fonds externalisés sont essentiellement constitués d'actions (environ 13 %), d'obligations (environ 81 %), d'actifs immobiliers (environ 2 %) et de disponibilités et autres types d'actifs (environ 4 %).

Les contributions des plans nord-américains versées en 2015 au titre de ces actifs de couverture s'élèvent à 89 millions d'euros. Elles sont estimées à 53 millions d'euros pour l'exercice 2016, 84 millions d'euros pour l'exercice 2017 et 65 millions d'euros pour l'exercice 2018.

Au 31 décembre 2015, le montant des provisions constituées au titre des engagements de retraite et des indemnités de fin de carrière s'élève à 1 089 millions d'euros (1 459 millions d'euros au 31 décembre 2014). Ces provisions ont été comptabilisées dans le passif non courant du bilan, la part courante étant considérée comme non significative comparée au montant total des engagements.

Les autres régimes de retraite dont bénéficient les salariés du Groupe correspondent à des régimes à cotisations définies, pour lesquels le Groupe n'a pas d'engagement au-delà du versement des cotisations, qui constituent des charges de période. Le montant des cotisations versées au titre de ces plans est de 93 millions d'euros pour l'exercice 2015 et était de 83 millions d'euros en 2014.

Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme : frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi, médailles du travail

Les sociétés nord-américaines du Groupe accordent à leurs retraités le bénéfice de régimes de couverture de frais médicaux et d'assurance-vie sous certaines conditions d'âge et d'ancienneté. Ces régimes nord-américains de couverture ont une durée moyenne de 10,4 années. Ces engagements sociaux postérieurs à l'emploi ne font pas l'objet d'une couverture financière.

L'essentiel de l'engagement (67 %) concerne les plans de couverture médicale des salariés nord-américains.

Les principales prestations versées portent sur les plans nord-américains et s'élèvent à 20 millions d'euros en 2015. Elles sont estimées à 23 millions d'euros en 2016, 2017 et 2018.

Les autres engagements à long terme intègrent divers plans de couverture de frais médicaux en Europe pour 80 millions d'euros et les médailles du travail comptabilisées sur la France pour 13 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, le montant des provisions constituées au titre de ces engagements s'élève à 480 millions d'euros (512 millions d'euros au 31 décembre 2014). Ces provisions ont été comptabilisées dans le passif non courant du bilan, la part courante étant considérée comme non significative comparée au montant total des engagements.

22.1 – Variation des provisions pour retraites et avantages assimilés

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés (nette des actifs) se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Dont SE États-Unis</i>	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	<i>Dont SE États-Unis</i>	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2013	1 061	274	424	261	1 485
Charge de la période	46	16	41	13	87
Prestations versées	(46)	0	(37)	(13)	(83)
Cotisations versées	(10)	(47)	-	-	(10)
Éléments reconnus en capitaux propres	337	126	39	21	376
Écart de conversion	62	47	44	38	106
Variations de périmètre	10	-	1	-	11
Autres variations	(1)	(3)	-	-	(1)
31/12/2014	1 459	413	512	320	1 971
Charge de la période	49	29	36	13	85
Prestations versées	(29)	-	(44)	(17)	(73)
Cotisations versées	(153)	(56)	-	-	(153)
Éléments reconnus en capitaux propres	(303)	(55)	(72)	(39)	(375)
Écart de conversion	78	46	37	36	115
Variations de périmètre	(10)	-	-	-	(10)
Autres variations	(2)	-	11	-	9
31/12/2015	1 089	377	480	313	1 569
Surplus de régime reconnu à l'actif	(456)	-	-	-	(456)
Provisions reconnues au passif	1 545	-	480	-	2 025

Suite à l'accord avec le Trustee du fonds de retraite d'Invensys au Royaume-Uni conclu en février 2014, Schneider Electric SE a garanti les obligations des filiales d'Invensys participant au Fonds de retraite à hauteur d'un montant plafonné à 1,75 milliards de livres sterling. Au 31 décembre 2015, les actifs du régime excèdent la valeur des obligations objet de cette garantie et cette garantie ne peut donc pas être appelée.

La variation des éléments bruts reconnus en capitaux propres se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2013	699	(1)	698
Écarts actuariels sur obligation dus aux changements d'hypothèses démographiques	117	6	123
Écarts actuariels sur obligation dus aux changements d'hypothèses financières	908	52	960
Écarts actuariels sur obligation dus aux effets d'expériences	49	(19)	30
Écarts actuariels sur actifs de couverture	(706)	-	(706)
Effet du plafonnement des actifs	(31)	-	(31)
31/12/2014	1 036	38	1 074
Écarts actuariels sur obligation dus aux changements d'hypothèses démographiques	(186)	(14)	(200)
Écarts actuariels sur obligation dus aux changements d'hypothèses financières	(282)	(18)	(300)
Écarts actuariels sur obligation dus aux effets d'expériences	(96)	(40)	(136)
Écarts actuariels sur actifs de couverture	150	-	150
Effet du plafonnement des actifs	111	-	111
31/12/2015	733	(34)	699

22.2 – Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ

Les variations annuelles des engagements, de la valeur de marché des placements ainsi que des actifs et provisions correspondantes figurant au bilan des comptes consolidés s'analysent comme suit :

	31/12/2015		31/12/2014	
	<i>Dont SE États-Unis</i>		<i>Dont SE États-Unis</i>	
1. Réconciliation des éléments du bilan				
Actifs de couverture de retraite et autres engagements assimilés	-	-	-	-
Provisions pour retraite et engagements assimilés	(1 089)	(377)	(1 459)	(413)
ACTIF/(PASSIF) NET RECONNU AU BILAN	(1 089)	(377)	(1 459)	(413)

	31/12/2015		31/12/2014	
	<i>Dont SE États-Unis</i>		<i>Dont SE États-Unis</i>	
2. Composantes de la charge nette comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	47	4	49	3
Coût des services passés	(35)	-	1	0
Effet des liquidations/réductions de régimes	(27)	-	(61)	(4)
Coût financier (effet de l'actualisation sur la dette et le plafonnement des actifs de couverture)	404	61	408	54
Produits d'intérêts	(340)	(36)	(351)	(37)
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU RESULTAT	49	29	46	16

	31/12/2015		31/12/2014	
	<i>Dont SE États-Unis</i>		<i>Dont SE États-Unis</i>	
3. Variation de la valeur actualisée des engagements				
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	10 925	1 427	2 658	1 136
Coût des services rendus	47	4	49	3
Modifications de régime/Réductions et liquidations	(109)	-	(110)	(49)
Coût financier (effet de l'actualisation)	399	61	403	54
Cotisations versées par les salariés	5	-	4	-
Prestations versées	(668)	(70)	(524)	(56)
Variations de périmètre	(10)	-	6 593	-
Pertes/(Gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	(564)	(91)	1 074	176
Écarts de conversion	760	161	786	166
Autres	-	-	(8)	(3)
VALEUR ACTUALISEE DES ENGAGEMENTS EN FIN D'EXERCICE	10 785	1 492	10 925	1 427

Les modifications de régime ont eu lieu principalement en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves. Ils résultent principalement des changements d'hypothèses financières notamment les taux d'actualisation utilisés dans la valorisation des engagements aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro.

Les gains actuariels résultant des changements d'hypothèses financières s'élèvent à 282 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 908 millions d'euros de pertes actuarielles au 31 décembre 2014. Les gains actuariels résultant des changements d'hypothèses démographiques s'élèvent au 31 décembre 2015 à 186 millions d'euros contre 117 million de pertes actuarielles au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, les gains actuariels relatifs aux effets d'expérience sur les engagements de retraite et indemnités de départ s'élèvent à 96 millions d'euros pour le Groupe, contre 49 millions d'euros de pertes actuarielles au 31 décembre 2014.

	31/12/2015		31/12/2014	
	<i>Dont SE États-Unis</i>		<i>Dont SE États-Unis</i>	
4. Variation de la juste valeur des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes en début d'exercice	9 589	1 014	1 597	862
Produits d'intérêts	340	36	351	37
Cotisations des salariés	5	-	3	-
Cotisations de l'employeur	153	56	10	47
Prestations versées	(639)	(70)	(478)	(56)
(Pertes)/ Gains actuariels reconnus en capitaux propres	(150)	(36)	706	50
Variations de périmètre	-	-	6 721	-
Écarts de conversion	688	115	739	119
Réductions et liquidations	(47)	-	(50)	(45)
Autres	2	-	(10)	-
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES REGIMES EN FIN D'EXERCICE	9 941	1 115	9 589	1 014

Au 31 décembre 2015, le rendement réel des actifs de couverture s'élève à 190 millions d'euros. Il s'élevait à 1 057 millions d'euros en 2014.

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves.

	31/12/2015		31/12/2014	
	<i>Dont SE États-Unis</i>		<i>Dont SE États-Unis</i>	
5. Couverture financière				
Valeur actualisée des engagements	(10 785)	(1 492)	(10 925)	(1 427)
Juste valeur des actifs du régime	9 941	1 115	9 589	1 014
Surplus/(Déficit) du régime	(844)	(377)	(1 336)	(413)
Effet des plafonnements d'actifs	(245)	-	(123)	-
Éléments différés :				
Modifications de régime non comptabilisées	-	-	-	-
(PASSIF)/ACTIF NET COMPTABILISE AU BILAN	(1 089)	(377)	(1 459)	(413)

22.3 – Provision pour frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi et avantages assimilés

Les variations des provisions pour autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme se détaillent comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014
1. Composantes de la charge nette comptabilisée en résultat		
Coût des services rendus	20	27
Coût financier (effet de l'actualisation)	16	16
Produits d'intérêts	-	-
Coût des services passés	-	(2)
Effet des liquidations/(réductions) de régimes	-	-
Amortissement des écarts actuariels	-	-
CHARGE TOTALE COMPTABILISEE AU RESULTAT	36	41

	31/12/2015	31/12/2014
2. Variation de la valeur actualisée des engagements		
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	512	424
Coûts des services rendus	20	27
Coût financier (effet de l'actualisation)	16	16
Cotisations des salariés	-	-
Prestations versées	(44)	(37)
Pertes/(Gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	(72)	39
Modifications de régime	-	(2)
Variations de périmètre	11	1
Écarts de conversion	37	44
Autres (y compris réductions et liquidations)	-	-
VALEUR ACTUALISEE DES ENGAGEMENTS EN FIN D'EXERCICE	480	512

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves, sauf pour les avantages à long terme au personnel en activité, notamment le régime des médailles du travail en France où l'intégralité des écarts actuariels est comptabilisée en compte de résultat. Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles financières, en particulier le taux d'actualisation.

Au 31 décembre 2015, les gains actuariels relatifs aux effets d'expérience sur les frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi et avantages assimilés s'élèvent à 40 millions d'euros pour le Groupe contre 19 millions d'euros de gains actuariels en 2014.

	31/12/2015	31/12/2014
3. Couverture financière		
Valeur actualisée des engagements	(480)	(512)
Éléments différés :		
Changement de régime non comptabilisé	-	-
PROVISION COMPTABILISEE AU BILAN	(480)	(512)

Note 23 Provisions

	Risques économiques	Risques commerciaux	Risques sur produits	Risques environnementaux	Restructurations	Autres risques	Provisions
31/12/2013*	668	98	430	61	135	318	1 710
<i>dont part à plus d'un an</i>	439	43	131	45	9	160	827
Dotations	65	20	110	10	83	133	421
Effet d'actualisation	-	-	-	2	-	-	2
Reprises pour utilisation	(38)	(15)	(102)	(20)	(94)	(153)	(422)
Provisions devenues sans objet	(52)	(5)	(37)	(7)	(8)	(20)	(129)
Écarts de conversion	12	2	10	29	2	39	94
Variations de périmètre et autres	56	(13)	35	233	9	230	550
31/12/2014	711	87	446	308	127	547	2 226
<i>dont part à plus d'un an</i>	450	60	149	283	19	288	1 249
Dotations	171	11	132	9	133	96	552
Effet d'actualisation	-	-	-	-	-	-	-
Reprises pour utilisation	(65)	(26)	(111)	(17)	(97)	(144)	(460)
Provisions devenues sans objet	(94)	(1)	(29)	(3)	(19)	(19)	(165)
Écarts de conversion	23	11	15	29	1	42	121
Variations de périmètre et autres	104	47	6	22	(2)	108	285
31/12/2015	850	129	459	348	143	630	2 559
<i>dont part à plus d'un an</i>	591	106	175	335	16	436	1 659

* Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1.

(a) Risques économiques

Ces provisions couvrent notamment des risques fiscaux identifiés au cours de revues fiscales réalisées localement par les administrations fiscales et des risques financiers pour la plupart correspondant à des garanties données à des tiers sur certains actifs et passifs.

(b) Risques commerciaux

Ces provisions sont essentiellement constituées pour couvrir les risques relatifs aux produits vendus à des tiers. Ce risque réside dans les plaintes individuelles sur de prétendus défauts des produits et l'appel en responsabilité correspondant.

Les provisions pour risques commerciaux intègrent également les provisions pour pertes à terminaison sur divers contrats long terme pour 129 millions d'euros.

(c) Risques sur produits

Ces provisions sont constituées :

- des provisions statistiques pour garantie : le Groupe provisionne sur une base statistique l'ensemble des garanties données sur la vente de produits Schneider Electric au-delà des risques couverts par les assurances ;
- des provisions pour litiges sur des produits défectueux ;
- des provisions destinées à couvrir des campagnes de remplacement sur des produits clairement identifiés.

(d) Risques environnementaux

Ces provisions sont essentiellement destinées à couvrir les coûts des opérations de dépollution.

(e) Rapprochement avec le tableau de flux

Les augmentations et diminutions des provisions retraitées dans le tableau de flux de trésorerie s'analysent comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014
Dotations aux provisions	552	421
Reprises pour utilisation	(460)	(422)
Provisions devenues sans objet	(165)	(129)
Variation de provisions incluant les provisions fiscales mais sans les provisions pour retraites et engagements assimilés	(73)	(130)
(Variation des provisions fiscales)	21	(4)
Variation des provisions (hors provisions fiscales et provisions pour retraites et engagements assimilés)	(52)	(134)
Provisions pour retraite et engagements assimilés hors cotisations de l'employeur	(30)	66
Augmentation/(diminution) des provisions dans le tableau de flux de trésorerie	(82)	(68)

Note 24 Dettes financières (courantes et non courantes)

La dette non courante s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts obligataires	6 588	5 405
Autres emprunts auprès d'établissements de crédit	371	707
Financement des locations financières	2	6
Participation des salariés	7	9
Part court terme des emprunts obligataires	(669)	(750)
Part court terme des autres dettes long terme	(164)	(350)
DETTES FINANCIERES NON COURANTES	6 135	5 027

La dette courante s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2015	31/12/2014
Billets de trésorerie	-	760
Intérêts courus non échus	81	112
Autres dettes	431	461
Tirage de lignes de crédit	-	-
Découverts et encours bancaires	150	212
Part court terme des emprunts obligataires	669	750
Part court terme des autres dettes long terme	164	350
Dettes financières courantes	1 495	2 645
DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES	7 630	7 672
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (NOTE 20)	(2 999)	(2 650)
DETTE FINANCIERE NETTE	4 631	5 022

24.1 – Répartition par échéance

	31/12/2015			31/12/2014
	Principaux	Intérêts	Swaps	Principaux
2015				2 645
2016	1 495	184	-	838
2017	1 202	154	-	1 173
2018	774	112	-	774
2019	499	80	-	498
2020	499	71	-	496
2021	597	56	-	597
2022	731	40	-	651
2023 et au-delà	1 833	25	-	-
TOTAL	7 630	722	-	7 672

24.2 – Répartition par devise

	31/12/2015	31/12/2014
Euro	5 901	5 841
Dollar américain	1 197	1 201
Yen japonais	264	239
Yuan chinois	43	33
Roupie indienne	27	63
Roupie indonésienne	27	28
Dollar australien	17	21
Real brésilien	3	8
Rouble	2	76
Autres	149	162
TOTAL	7 630	7 672

24.3 – Emprunts obligataires

	31/12/2015	31/12/2014	Taux d'intérêt	Échéance
Schneider Electric SE 2015		750	5,375 % TF	janvier 2015
Schneider Electric SE 2016	669	656	Euribor + 0,600 % TV et 0,849 %, 0,846 %, 2,875 % TF	juillet, novembre, décembre 2016
Schneider Electric SE 2017	1 016	1 008	4,000 % TF	août 2017
Schneider Electric SE 2018	747	746	3,750 % TF	juillet 2018
Schneider Electric SE 2019	498	497	3,500 % TF	janvier 2019
Schneider Electric SE 2020	497	496	3,625 % TF	juillet 2020
Schneider Electric SE 2021	597	597	2,500 % TF	septembre 2021
Schneider Electric SE 2022	731	655	2,950 % TF	septembre 2022
Schneider Electric SE 2023	793	-	1,500 % TF	septembre 2023
Schneider Electric SE 2025	1 040	-	0,875%, 1,841% TF	octobre 2025
TOTAL	6 588	5 405		

Schneider Electric SE a réalisé au cours des derniers exercices plusieurs émissions obligataires sur différents marchés :

- aux États-Unis, à travers un placement privé uniquement réservé aux investisseurs institutionnels (SEC Rule 144A) pour 800 millions de dollars américains, mis en place en septembre 2012, au taux de 2,950 % et arrivant à échéance en septembre 2022 ;
- dans le cadre de son programme d' *Euro Medium Term Notes* (« EMTN »), emprunts étant admis aux négociations de la Bourse du Luxembourg. À la clôture de l'exercice 2015, les émissions non arrivées à échéance sont les suivantes :
 - 200 et 100 millions d'euros de « Climate bonds » mis en place en octobre et décembre 2015, au taux de 1,841 % arrivant à échéance en octobre 2025.
 - 750 millions d'euros mis en place en mars 2015, au taux de 0,875 % arrivant à échéance en mars 2025.
 - 800 millions d'euros mis en place en septembre 2015, au taux de 1,50 % arrivant à échéance en septembre 2023.
 - 600 millions d'euros mis en place en septembre 2013, au taux de 2,5 %, arrivant à échéance en septembre 2021,
 - 22,5 milliards de yens japonais, mis en place en 2011 se décomposant en deux tranches, une première de 12,5 milliards à 0,849 % émise en novembre et à échéance novembre 2016, et une seconde de 10 milliards émise en décembre à 0,84625 % à échéance décembre 2016,
 - 500 millions d'euros mis en place en septembre 2011, au taux de 3,5 %, arrivant à échéance en janvier 2019,
 - 750 millions d'euros mis en place en juillet 2011, au taux de 3,75 %, arrivant à échéance en juillet 2018,
 - 300 et 200 millions d'euros, mis en place successivement en juillet et en octobre 2010, au taux de 2,875 %, arrivant à échéance le 20 juillet 2016,
 - 500 millions d'euros mis en place en juillet 2010 au taux de 3,625 % arrivant à échéance le 20 juillet 2020,
 - 0,6 millions d'euros correspondant au montant actualisé des coupons à payer au titre d'un emprunt obligataire de 177 millions d'euros émis le 25 juillet 2008 et rémunéré à un taux variable indexé sur l'Euribor trois mois et à échéance du 25 juillet 2016, le montant nominal de l'emprunt n'est pas comptabilisé du fait de la renonciation dès l'origine par le souscripteur, au remboursement du principal, en contrepartie du transfert sans recours à son profit des flux de trésorerie futurs attendus au titre d'une demande de remboursement d'une créance fiscale,
 - 250 millions d'euros mis en place en mars 2009 sous la forme d'un abondement de la souche de 780 millions d'euros à 12 ans au taux de 4 % mis en place en août 2005, portant ainsi la souche à 1,03 milliard d'euros,
 - 180 millions d'euros mis en place en avril 2008 sous la forme d'un abondement de la souche de 600 millions d'euros à 12 ans, au taux de 4 % mis en place en août 2005, portant ainsi la souche à 780 millions d'euros,
 - 600 millions d'euros mis en place en août 2005, au taux de 4 % arrivant à échéance en août 2017.

Pour toutes ces transactions, les primes et frais d'émission sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

24.4 – Autres informations

Au 31 décembre 2015, les lignes de crédit confirmées de Schneider Electric s'élèvent à 2 725 millions d'euros, aucune n'étant utilisée à cette date.

Les contrats d'emprunts et lignes de crédit ne contiennent pas d'engagement de respect de ratios financiers ni de clauses de remboursement en cas de dégradation de la notation de la dette long terme du Groupe.

Note 25 Autres dettes à long terme

	31/12/2015	31/12/2014
Dette sur acquisition	-	15
Dette sur valorisation de Luminous	125	130
Autres	22	39
AUTRES DETTES A LONG TERME	147	184

La dette sur valorisation Luminous correspond aux engagements du Groupe sur les 26 % d'intérêts minoritaires de Luminous.

Note 26 Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de change, de taux et de variation des cours de métaux.

26.1 – Exposition du bilan

	31/12/2015			Ventilation par catégorie		
	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs disponibles à la vente AFS	Prêts, créances	Dettes au coût amorti
ACTIF						
Actifs financiers disponibles à la vente	128	-	-	128	-	-
Autres actifs financiers non courants	568	-	-	-	568	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	696	-	-	128	568	-
Clients et créances d'exploitation	6 002	-	-	-	6 002	-
Autres créances						
Actif financier courant	43	43	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	1 310	1 310	-	-	-	-
Instrument dérivé – change	126	124	2	-	-	-
Instrument dérivé – taux	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – actions	13	17	(4)	-	-	-
TOTAL ACTIFS COURANTS	7 494	1 494	(2)	-	6 002	-
PASSIF						
Part long terme des emprunts obligataires*	(6 217)	-	-	-	-	(6 217)
Dettes financières à plus d'un an	(216)	-	-	-	-	(216)
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	(6 433)	-	-	-	-	(6 433)
Part court terme des emprunts obligataires*	(681)	-	-	-	-	(681)
Dettes financières courantes	(826)	-	-	-	-	(826)
Fournisseurs et dettes d'exploitation	(4 284)	-	-	-	-	(4 284)
Autres dettes	(34)	-	-	-	-	(34)
Instrument dérivé – change	(214)	(202)	(12)	-	-	-
Instrument dérivé – taux	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	(12)	-	(12)	-	-	-
Instrument dérivé – actions	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	(6 051)	(202)	(24)	-	-	(5 825)

* La majorité des instruments financiers listés au bilan sont comptabilisés à la juste valeur, à l'exception des emprunts obligataires pour lesquels le coût amorti au bilan représente 6 588 millions d'euros comparés à une juste valeur de 6 898 millions d'euros.

Les impacts des instruments financiers, par nature d'instrument, sur le résultat d'une part et sur les capitaux propres d'autre part, sont les suivants :

- les principaux impacts sur le résultat sont des produits et charges d'intérêts ;
- les impacts sur les capitaux propres sont principalement liés à l'évaluation des actifs disponibles à la vente et des instruments dérivés, ainsi qu'aux écarts de conversion des prêts, créances et dettes en devises.

	31/12/2014			Ventilation par catégorie		
	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs disponibles à la vente AFS	Prêts, créances	Dettes au coût amorti
ACTIF						
Actifs financiers disponibles à la vente	333	-	-	333	-	-
Autres actifs financiers non courants	365	-	-	-	365	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	698	-	-	333	365	-
Clients et créances d'exploitation	5 991	-	-	-	5 991	-
Autres créances						
Actif financier courant	49	49	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	714	714	-	-	-	-
Instrument dérivé – change	70	70	-	-	-	-
Instrument dérivé – taux	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – actions	28	32	(4)	-	-	-
TOTAL ACTIFS COURANTS	6 852	865	(4)	-	5 991	-
PASSIF						
Part long terme des emprunts obligataires*	(5 118)	-	-	-	-	(5 118)
Dettes financières à plus d'un an	(372)	-	-	-	-	(372)
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	(5 490)	-	-	-	-	(5 490)
Part court terme des emprunts obligataires ⁽¹⁾	(751)	-	-	-	-	(751)
Dettes financières courantes	(1 895)	-	-	-	-	(1 895)
Fournisseurs et dettes d'exploitation	(4 106)	-	-	-	-	(4 106)
Autres dettes	(32)	-	-	-	-	(32)
Instrument dérivé – change	(151)	(124)	(27)	-	-	-
Instrument dérivé – taux	(2)	-	(2)	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	(11)	-	(11)	-	-	-
Instrument dérivé – actions	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	(6 948)	(124)	(40)	-	-	(6 784)

* La majorité des instruments financiers listés au bilan sont comptabilisés à la juste valeur, à l'exception des emprunts obligataires pour lesquels le coût amorti au bilan représente 5 405 millions d'euros comparés à une juste valeur de 5 869 millions d'euros.

26.2 – Hiérarchie de juste valeur

Les actifs et passifs financiers peuvent être hiérarchisés selon les trois niveaux de juste valeur suivants :

- niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, pour lesquels la société peut obtenir la valeur de marché à une date donnée ;
- niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement sur le marché ;
- niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas observables sur le marché.

	31/12/2015				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF					
Actifs financiers disponibles à la vente	128	128	36	-	92 ⁽¹⁾
Valeurs mobilières de placement	1 310	1 310	1 310	-	-
Instruments dérivés	139	139	-	139	-
PASSIF					
Emprunts obligataires	(6 588)	(6 898)	(6 898)	-	-
Dettes financières à plus d'un an	(216)	(216)	-	-	(216)
Autres dettes courantes	(5 144)	(5 144)	-	-	(5 144)
Instruments dérivés	(226)	(226)	-	(226)	-

⁽¹⁾ Les titres disponibles à la vente non cotés sont testés et leur juste valeur actualisée si nécessaire une fois par an.

	31/12/2014				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF					
Actifs financiers disponibles à la vente	333	333	57	-	276 ⁽¹⁾
Valeurs mobilières de placement	714	714	714	-	-
Instruments dérivés	98	98	-	98	-
PASSIF					
Emprunts obligataires	(5 405)	(5 869)	(5 869)	-	-
Dettes financières à plus d'un an	(372)	(372)	-	-	(372)
Autres dettes courantes	(6 033)	(6 033)	-	-	(6 033)
Instruments dérivés	(164)	(164)	-	(164)	-

⁽¹⁾ Les titres disponibles à la vente non cotés sont testés et leur juste valeur actualisée si nécessaire une fois par an.

26.3 – Instruments dérivés

26.3.1 Couverture de change

Une part significative des opérations de Schneider Electric est réalisée dans des devises différentes des devises fonctionnelles des filiales. Le Groupe est donc exposé à l'évolution des différentes devises. En l'absence de couverture, les fluctuations de change des devises fonctionnelles vis-à-vis des autres devises peuvent donc significativement modifier les résultats du Groupe et rendre difficiles les comparaisons de performance d'une année sur l'autre. Par conséquent, le Groupe utilise des instruments financiers pour se couvrir au risque de change, en ayant recours à des contrats d'achat à terme ou bien en bénéficiant d'une couverture naturelle. Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21.

31/12/2015	Valeur d'inventaire	Nominal des contrats	
		Vente	Achat
<i>Cash flow hedges</i>	(96)	194	1 074
<i>Net investment hedges</i>	(14)	1 217	-
<i>Trading</i>	22	5 626	3 431
	(88)	7 037	4 505

31/12/2014	Valeur d'inventaire	Nominal des contrats	
		Vente	Achat
<i>Cash flow hedges</i>	(33)	16	1 043
<i>Net investment hedges</i>	(33)	1 091	-
<i>Trading</i>	(15)	4 671	2 293
	(81)	5 778	3 336

Le Groupe gère son exposition au risque de change afin de réduire la sensibilité du résultat aux variations de cours, en mettant en place des couvertures sur les créances, dettes et flux d'exploitation sous la forme principalement d'achats et de ventes à terme. Cette couverture peut, en fonction des conditions de marché et sur les principales devises, être mise en place sur la base de flux prévisionnels récurrents. L'horizon de ces couvertures est à un an au plus. La politique de couverture de change de Schneider Electric consiste à couvrir les filiales sur leurs opérations dans une devise autre que leur devise de comptabilisation.

Au cours de l'exercice 2015, le Net investment hedge a été recyclé d'Autres éléments du résultat global au compte de résultat pour 12,6 millions d'euros.

Nominal des contrats à terme en couverture d'investissements nets et d'éléments bilanciels par principales devises :

	31/12/2015		
	Ventes	Achats	Nets
USD	4 092	(1 435)	2 657
GBP	536	(209)	327
SGD	609	(320)	289
BRL	38	(283)	(245)
CNY	494	(728)	(234)
HKD	246	(49)	197
AED	232	(84)	148
SEK	24	(142)	(118)
CAD	20	(121)	(101)
NOK	91	(2)	89
JPY	58	(146)	(88)
DKK	5	(91)	(86)
AUD	159	(511)	(352)
RUB	47	-	47
CHF	55	(94)	(39)
SAR	82	(43)	39
ZAR	39	(1)	38
Autres	210	(246)	(36)
TOTAL	7 037	(4 505)	2 532

Ces contrats à terme sur devises consistent en une position nette vendeuse de 1 619 millions d'euros sur les couvertures de financements des filiales, et une position nette vendeuse de 913 millions d'euros sur les couvertures de flux opérationnels.

26.3.2 Couvertures de taux

Le Groupe est exposé aux risques liés à l'évolution des taux d'intérêt. La gestion du risque de taux relatif à la dette du Groupe est établie en fonction de la situation consolidée et des conditions de marché. L'objectif principal de la politique de gestion du risque de taux est d'optimiser le coût de financement du Groupe. Les dettes obligataires ont été émises pour la plupart à taux fixe. Par conséquent, une hausse des taux d'intérêt n'aurait pas d'impact matériel sur les charges financières nettes du Groupe.

	31/12/2015		31/12/2014	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Position nette avant couverture	(6 915)	(714)	(5 912)	(1 760)
Couverture par <i>cash flow hedge</i>	-	-	(129)	129
Couverture par <i>fair value hedge</i>	-	-	-	-
Position nette après couverture	(6 915)	(714)	(6 041)	(1 631)

26.3.3 Couvertures d'achat de matières premières

Le Groupe est exposé à des risques liés à l'évolution du prix de l'énergie et des matières premières, et notamment de l'acier, du cuivre, de l'aluminium, de l'argent, du plomb, du nickel, du zinc, et des matières plastiques. Pour préserver ses résultats, le Groupe doit être en mesure de couvrir, de compenser ou de répercuter cette augmentation sur ses clients. Le Groupe a toutefois mis en place des procédures destinées à limiter son exposition aux risques liés à l'évolution du prix des matières premières non ferreuses et précieuses. Les Directions des Achats des filiales opérationnelles communiquent leurs prévisions d'achats au département Financement et Trésorerie. Les engagements d'achats sont couverts à l'aide de contrats à terme, de *swaps* et, dans une moindre mesure, d'options.

Tous les instruments de couverture matières premières sont considérés comme des couvertures de flux de trésorerie futurs dans le référentiel IFRS, pour lesquels :

	31/12/2015	31/12/2014
Valeur d'inventaire	(13)	(11)
Nominal des contrats	(158)	(271)

26.3.4 Paiements sur la base d'actions

La couverture, qualifiée de couverture de flux de trésorerie futurs, porte sur des actions Schneider Electric attribuées aux employés américains dans le cadre du programme *stock appreciation rights*, comme ce qui suit :

	31/12/2015	31/12/2014
Nombre d'actions	795 312	1 277 326
Valeur d'inventaire	14	28
Nominal des contrats	(35)	(57)

26.4 – Compensation des actifs et passifs financiers

Cette section présente les instruments financiers entrant dans le champ d'application de l'amendement à IFRS 7 sur la compensation des actifs et passifs financiers.

	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)	(e)=(c)-(d)
31/12/2015	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants non compensés au bilan	Montants nets selon IFRS 7
Actifs financiers	1 855	1 716	139	58	81
Passifs financiers	(2 081)	(1 716)	(365)	(58)	(307)

	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)	(e)=(c)-(d)
31/12/2014	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants non compensés au bilan	Montants nets selon IFRS 7
Actifs financiers	1 615	1 517	98	25	73
Passifs financiers	(1 869)	(1 517)	(352)	(25)	(327)

Note 27 Effectifs

27.1 Effectifs

Les effectifs moyens, temporaires et permanents du Groupe ont évolué comme suit :

(en nombre de personnes)	31/12/2015	31/12/2014
Production	97 925	95 213
Structure	83 437	90 752
EFFECTIFS MOYENS	181 362	185 965
Ventilation par zone :		
EMEAS*	81 737	85 415
Amérique du Nord	32 990	34 940
Asie Pacifique	66 635	65 610

* Europe, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud.

La variation des effectifs moyens est principalement liée aux entités cédées en 2015.

27.2 Charges de personnel

	31/12/2015	31/12/2014
Coût du personnel	(6 720)	(6 203)
Participation et intéressement	(53)	(57)
Stock-options et actions de performance	(97)	(86)
Plan d'actionnariat salarié	-	-
CHARGES DE PERSONNEL	(6 870)	(6 346)

27.3 Avantages accordés aux principaux dirigeants

En 2014, le Groupe a versé aux membres de son conseil d'administration 1,23 million d'euros au titre des jetons de présence. Le montant total des rémunérations brutes, y compris les avantages en nature, versées en 2015 par les sociétés du Groupe aux membres de la Direction Générale, hors dirigeants mandataires sociaux, s'est élevé à 17,4 millions d'euros, dont 7,5 millions d'euros au titre de la part variable.

Sur les trois derniers exercices, 695 000 actions de performance ont été attribuées aux membres de la Direction Générale, hors dirigeants mandataires sociaux. Aucune option d'achat et de souscription d'actions n'a été attribuée au cours des trois derniers exercices. Des actions de performance ont été attribuées au cours de l'exercice, au titre du plan d'intéressement long terme 2015. Depuis le 16 décembre 2011, 100 % des actions de performance sont soumises à conditions de performance pour les membres du Comité Exécutif.

Le montant des engagements de retraite au titre des dirigeants net d'actifs est de 10 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 36 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Se référer au chapitre 3 paragraphe 8 du Document de Référence pour plus de détails relatifs aux membres de la Direction Générale.

Note 28 Opérations avec des parties liées

28.1 – Entreprises associées

Il s'agit essentiellement des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées sont réalisées à des prix de marché.

Sur l'exercice 2015, le Groupe a reçu de sa participation dans Custom Sensors & Technologies Topco Limited 90 millions d'euros de dividendes, 23 millions d'euros au titre de remboursement anticipé d'un prêt long terme

Les autres transactions avec des entreprises associées ne sont pas significatives.

28.2 Parties liées exerçant une influence notable

Au cours de l'exercice, aucune opération non courante n'a été réalisée avec les membres des organes de Direction.

Les rémunérations et avantages accordés aux principaux dirigeants sont présentés dans la note 27.3.

Note 29 Engagements et passifs éventuels

29.1 Cautions, avals et garanties

	31/12/2015	31/12/2014
Cautions de contre-garantie sur marchés ⁽¹⁾	3 431	3 548
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles ⁽²⁾	166	188
Autres engagements donnés ⁽³⁾	301	368
GARANTIES DONNEES	3 898	4 104
Avals, cautions et garanties reçus	89	90
GARANTIES REÇUES	89	90

(1) Dans certains contrats, les clients exigent d'obtenir une garantie bancaire attestant que le Groupe remplira ses obligations contractuelles dans leur totalité. Pour ces contrats, le Groupe donne une contre-garantie à la banque. Si une plainte est déposée, le risque associé à l'engagement est évalué et une provision pour risques est enregistrée dès lors que le risque est considéré comme probable et que son estimation repose sur des bases raisonnables.

(2) Des nantissements d'actifs corporels ou financiers sont fournis pour garantir certains prêts.

(3) Les autres engagements donnés comprennent notamment des garanties données en paiement de loyers.

29.2 Engagements d'achats

Titres de participation

Les engagements d'achats de titres de participation représentent les engagements contractuels pris par le Groupe pour l'achat de minoritaires de sociétés consolidées ou pour le complément de prix éventuel pour des opérations réalisées. Au 31 décembre 2015,

le seul montant significatif de ces engagements correspond à 26 % de Luminous et a été valorisé à hauteur de 125 millions d'euros en Autres dettes.

29.3 Passifs éventuels

D'une manière générale, la Direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe. Il en est en particulier ainsi pour les conséquences possibles du litige impliquant actuellement en Belgique d'anciens dirigeants et cadres du Groupe.

Note 30 Événements postérieurs à la clôture

A la date d'approbation des comptes par le conseil d'administration, il n'y a pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

Note 31 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe :

(en milliers d'euros)	Exercice 2015				
	Ernst & Young	%	Mazars	%	Total
Audit					
Commissariat aux comptes	9 325	60 %	8 287	98 %	17 612
<i>dont Schneider Electric SE</i>	133		118		
<i>dont filiales</i>	9 192		8 169		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du CAC	5 716	37 %	147	2 %	5 863
<i>dont Schneider Electric SE</i>	-		-		
<i>dont filiales</i>	5 716		147		
Sous-total Audit	15 041	97 %	8 434	100 %	23 475
Autres prestations juridique, fiscal	535	3%	27	-	562
TOTAL HONORAIRES	15 576	100 %	8 461	100 %	24 037

(en milliers d'euros)	Exercice 2014				
	Ernst & Young	%	Mazars	%	Total
Audit					
Commissariat aux comptes	14 804	82 %	7 772	97 %	22 576
<i>dont Schneider Electric SE</i>	100		100		
<i>dont filiales</i>	14 704		7 672		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du CAC	633	4 %	240	3 %	873
<i>dont Schneider Electric SE</i>	-		-		
<i>dont filiales</i>	633		240		
Sous-total Audit	15 437	86 %	8 012	100 %	23 449
Autres prestations juridique, fiscal	2 636	14 %	27	-	2 663
TOTAL HONORAIRES	18 073	100 %	8 039	100 %	26 112

Note 32 Liste des sociétés consolidées

Les principales sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe Schneider Electric sont indiquées dans la liste ci-après.

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Sociétés en Europe			
<i>En intégration globale</i>			
Elso GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Merten GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Merten Holding GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Automation Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Automation GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Motion Real Estate GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Sachsenwerk GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Telvent Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Eberle Controls GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Foxboro-Eckardt GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Invensys Systems GmbH (Germany)	Allemagne	100,0	100,0
Siebe Metallwerke GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Indusoft Germany GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Austria GmbH	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Power Drives GmbH	Autriche	100,0	100,0
Eurotherm GmbH	Autriche	100,0	100,0
Invensys Systems GmbH	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Belgium SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric NV/SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Services International SPRL	Belgique	100,0	100,0
Summit Energy International BVBA	Belgique	100,0	100,0
Invensys Systems NV/SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Bulgaria EOOD	Bulgarie	100,0	100,0
Schneider Electric d.o.o	Croatie	100,0	100,0
Ørbaekvej 280 A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric Danmark A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric IT Denmark ApS	Danemark	100,0	100,0
Schneider Nordic Baltic A/S	Danemark	100,0	100,0
Manufacturas Electricas SA	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric IT, Spain SL	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric Espana SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Arce Sistemas, SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Energia SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent GIT SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Global Services, SA	Espagne	0,0	100,0
Telvent Servicios Compartidos SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Trafico y Transporte SA	Espagne	100,0	100,0
AST Modular, S.L.	Espagne	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Invensys Operations Management Espana S.L.U.	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric EESTI AS	Estonie	100,0	100,0
Oy Lexel Finland Ab	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Fire & Security OY	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Finland Oy	Finlande	100,0	100,0
Vamp OY	Finlande	100,0	100,0
Foxboro OY	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Protection et Contrôle SAS	France	100,0	100,0
BCV Technologies SAS	France	100,0	100,0
Boissière Finance SNC	France	100,0	100,0
Construction Electrique du Vivarais SAS	France	100,0	100,0
D5X	France	100,0	100,0
Dinel SAS	France	100,0	100,0
Energy Pool Developpement	France	100,0	100,0
Epsys SAS	France	100,0	100,0
France Transfo SAS	France	100,0	100,0
Infraplus SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Alès SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Alpes SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Loire SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric IT France	France	100,0	100,0
Muller & Cie SA	France	100,0	100,0
Newlog SAS	France	100,0	100,0
Prodipact SAS	France	100,0	100,0
Rectiphase SAS	France	100,0	100,0
Sarel - Appareillage Electrique SAS	France	99,0	99,0
Scanelec SAS	France	100,0	100,0
Schneider Automation SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Energy France SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric France SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Holding Amérique du Nord SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Industries SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric International SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing Bourguebus SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric SE (Société mère)	France	100,0	100,0
Schneider Electric Telecontrol SAS	France	100,0	100,0
Schneider Toshiba Inverter Europe SAS	France	60,0	60,0
Schneider Toshiba Inverter SAS	France	60,0	60,0
Société d'Appareillage Electrique Gardy SAS	France	100,0	100,0
Société d'Application et d'Ingenierie Industrielle et Informatique SAS - SA3I	France	100,0	100,0
Société Electrique d'Aubenas SAS	France	100,0	100,0
Société Française de Construction Mécanique et Electrique SA	France	100,0	100,0
Société Française Gardy SA	France	100,0	100,0
Systèmes Equipements Tableaux Basse Tension SAS	France	100,0	100,0
Transfo Services SAS	France	100,0	100,0
Transformateurs SAS	France	100,0	100,0
Eckardt	France	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Eurotherm Automation SASU	France	100,0	100,0
Invensys Systems France SASU	France	100,0	100,0
Schneider Electric AEBE	Grèce	100,0	100,0
CEE Schneider Electric Közep-Kelet Europai KFT	Hongrie	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Hungary LTD	Hongrie	100,0	100,0
Schneider Electric Hungaria Villamossagi ZRT	Hongrie	100,0	100,0
APC (EMEA) Ltd	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric Ireland	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric IT Logistics Europe Ltd	Irlande	100,0	100,0
Validation technologies (Europe) Ltd	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric Industrie Italia Spa	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric Spa	Italie	100,0	100,0
Uniflair Spa	Italie	100,0	100,0
Foxboro Scada S.r.l.	Italie	100,0	100,0
Eliwell Controls S.r.l.	Italie	100,0	100,0
Eurotherm S.r.l.	Italie	100,0	100,0
Invensys Systems Italia Spa	Italie	100,0	100,0
Wonderware Italia Spa	Italie	100,0	100,0
Lexel Fabrika SIA	Lettonie	100,0	100,0
Schneider Electric Baltic Distribution Center	Lettonie	100,0	100,0
Schneider Electric Latvija SIA	Lettonie	100,0	100,0
UAB Schneider Electric Lietuva	Lituanie	100,0	100,0
Industrielle de Réassurance SA	Luxembourg	100,0	100,0
ELKO AS	Norvège	100,0	100,0
Lexel Holding Norgue AS	Norvège	100,0	100,0
Schneider Electric Norge AS	Norvège	100,0	100,0
Eurotherm AS	Norvège	100,0	100,0
American Power Conversion Corp (A.P.C.) BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC Holdings BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC International Corporation BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC International Holdings BV	Pays Bas	100,0	100,0
Pelco Europe BV	Pays Bas	100,0	100,0
Pro-Face HMI BV (sous-groupe)	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Logistic Centre BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing The Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Invensys Systems N.V.	Pays Bas	100,0	100,0
Telvent Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Elda Eltra Elektrotechnika S.A. (ex Eltra SA)	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Poland Sp. Z.o.o.	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Industries Polska SP	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Polska SP	Pologne	100,0	100,0
Invensys Eurotherm Sp. Z.o.o.	Pologne	100,0	100,0
Invensys Systems Sp. Z.o.o.	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Portugal LDA	Portugal	100,0	100,0
Telvent Portugal	Portugal	0,0	100,0
Schneider Electric AS	République Tchèque	98,3	98,3
Schneider Electric CZ sro	République Tchèque	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Invensys Systems sro	République Tchèque	100,0	100,0
Schneider Electric Romania SRL	Roumanie	100,0	100,0
Andromeda Telematics Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
CBS Group Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric (UK) Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings UK Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric IT UK Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Serck Control and Safety Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
M&C Energy Group Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Samos Acquisition Company Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
BTR International Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
BTR Property Holdings Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Imserv Europe Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Invensys Controls UK Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Invensys Holdings Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Invensys Systems (UK) Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Eurotherm Ltd (UK)	Royaume Uni	100,0	100,0
Spiral Software Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
DIN Elektro Kraft OOO	Russie	100,0	100,0
OOO Schneider Electric Zavod Electromonoblock	Russie	100,0	100,0
OOO Potential	Russie	100,0	100,0
ZAO Schneider Electric	Russie	100,0	100,0
ZAO Gruppa Kompaniy Electroshield	Russie	100,0	100,0
Schneider Electric URAL LLC	Russie	100,0	100,0
Invensys Process Systems LLC	Russie	100,0	100,0
Schneider Electric Srbija doo Beograd	Serbie	100,0	100,0
Schneider Electric Slovakia Spol SRO	Slovaquie	100,0	100,0
Invensys Systems (Slovakia) SRO	Slovaquie	100,0	100,0
Schneider Electric d.o.o.	Slovénie	100,0	100,0
AB Crahfte 1	Suède	100,0	100,0
AB Wibe	Suède	100,0	100,0
Elektriska AB Delta	Suède	100,0	100,0
Elko AB	Suède	100,0	100,0
Lexel AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Distribution Centre AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Sverige AB	Suède	100,0	100,0
Telvent Sweden AB	Suède	100,0	100,0
Thorsman & Co AB	Suède	100,0	100,0
Eurotherm AB	Suède	100,0	100,0
Wonderware Scandinavia AB	Suède	100,0	100,0
Feller AG	Suisse	83,7	83,7
Gutor Electronic GmbH	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric (Schweiz) AG	Suisse	100,0	100,0
Eurotherm-Produkte (Schweiz) AG	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric Ukraine	Ukraine	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
<i>Sociétés mises en équivalence</i>			
Schneider Electric DMS NS	Serbie	57,0	57,0
Aveltys	France	51,0	51,0
Delta Dore Finance SA (sous-groupe)	France	20,0	20,0
Custom Sensors & Technologies Topco Limited	Royaume Uni	30,0	30,0
Möre Electric Group A/S	Norvège	34,0	34,0
Sociétés en Amérique du Nord			
<i>En intégration globale</i>			
Control Microsystems Inc.	Canada	100,0	100,0
Juno Lighting Ltd	Canada	0,0	100,0
Power Measurement Ltd	Canada	100,0	100,0
Schneider Electric Canada Inc.	Canada	100,0	100,0
Telvent Canada Ltd	Canada	100,0	100,0
Viconics Technologies Inc.	Canada	100,0	100,0
Schneider Electric Systems Canada Inc.	Canada	100,0	100,0
Industrias Electronicas Pacifico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric IT Mexico SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Ram Tech Services S de RL de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric Mexico SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Industrial Tlaxcala SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Mexico SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider R&D, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Square D Company Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Telvent Mexico SA de CV	Mexique	99,3	99,3
Electronica Reynosa S de RL de CV	Mexique	100,0	100,0
Invensys Group Services Mexico	Mexique	100,0	100,0
Invensys Systems Mexico SA	Mexique	100,0	100,0
Adaptive Instruments Corp.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT America Corp.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT Corporation	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT USA, Inc.	USA	100,0	100,0
American Power Conversion Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Juno Lighting, LLC	USA	0,0	100,0
Juno Manufacturing, LLC	USA	0,0	100,0
Lee Technologies Puerto Rico, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT Mission Critical Services, Inc.	USA	100,0	100,0
Pelco, Inc	USA	100,0	100,0
Power Measurement Inc.	USA	100,0	100,0
Pro-Face America, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Americas, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Critical Systems, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings, LLC	USA	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Schneider Electric Engineering Services, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Solar Inverters USA, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Investments 2, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Motion USA, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric USA, Inc.	USA	100,0	100,0
SE Vermont Ltd	USA	100,0	100,0
SNA Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Square D Investment Company	USA	100,0	100,0
Summit Energy Services, Inc.	USA	100,0	100,0
Telvent DTN, LLC	USA	100,0	100,0
Telvent USA, LLC.	USA	100,0	100,0
Veris Industries LLC	USA	100,0	100,0
AST North America, LLC	USA	100,0	100,0
Invensys LLC	USA	100,0	100,0
Invensys Systems Inc.	USA	100,0	100,0
Siebe Inc.	USA	100,0	100,0
Stewart Warner Corporation	USA	100,0	100,0
Foxboro Controles SA	USA	100,0	100,0
Indusoft, Inc.	USA	100,0	100,0
InStep Software, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Software, LLC	USA	100,0	100,0
Sociétés en Asie Pacifique			
<i>En intégration globale</i>			
Schneider Electric IT Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Integrated Systems Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Technologies Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Control Microsystems Asia Pacific Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Pelco Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Scadagroup Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric (Australia) Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric Australia Holdings Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Serck Controls Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Telvent Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
SolveIT Software Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Invensys Process Systems (Australia) Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric IT (Xiamen) Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric (Xiamen) Switchgear Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Huadian Switchgear (Xiamen) Co., Ltd	Chine	100,0	55,0
Shanghai Schneider Electric Power Automation Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Switchgear (Suzhou) Co, Ltd	Chine	58,0	58,0
Beijing Leader & Harvest Electric Technologies Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Great Wall Engineering (Beijing) Co. Ltd	Chine	75,0	75,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Clipsal Manufacturing (Huizhou) Ltd	Chine	100,0	100,0
Proface China International Trading (Shanghai) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
RAM Electronic Technology and Control (Wuxi) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Beijing) Medium & Low Voltage Co., Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider (Beijing) Medium Voltage Co. Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider (Shaanxi) Baoguang Electrical Apparatus Co. Ltd	Chine	70,0	70,0
Schneider (Shanghai) Supply Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Suzhou) Drives Company Ltd	Chine	90,0	90,0
Schneider (Suzhou) Enclosure Systems Co Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Suzhou) Transformers Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Automation Solutions (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
Schneider Busway (Guangzhou) Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider Electric (China) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric IT (China) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Low Voltage (Tianjin) Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Schneider Shanghai Apparatus Parts Manufacturing Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Shanghai Industrial Control Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Schneider Shanghai Low Voltage Term. Apparatus Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Schneider Shanghai Power Distribution Electric Apparatus Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Schneider Wingoal (Tianjin) Electric Equipment Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Telvent - BBS High & New Tech (Beijing) Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Telvent Control System (China) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Tianjin Merlin Gerin Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Wuxi Proface Electronic Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing (Chongqing) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing (Wuhan) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Delixi Electric Ltd (sous-groupe)	Chine	50,0	50,0
Schneider Equipment and Engineering (Xi'an) Co Ltd	Chine	100,0	100,0
Invensys Automation & Controls Systems (Shanghai) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Shanghai Foxboro Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Shanghai Invensys Process System Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
FSL China	Chine	54,0	-
Schneider Electric Korea Ltd (ex Samwha EOCR Co. Ltd)	Corée du Sud	100,0	100,0
Eurotherm Korea Ltd	Corée du Sud	100,0	100,0
Invensys Korea Ltd	Corée du Sud	100,0	100,0
Wonderware Korea Co., Ltd	Corée du Sud	100,0	100,0
Clipsal Asia Holdings Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Clipsal Asia Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric IT Hong Kong Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric (Hong Kong) Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric Asia Pacific Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Federal Supremetech Limited (FSL)	Hong Kong	54,0	-
Schneider Electric IT Business India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric President Systems Ltd	Inde	75,0	75,0
Luminous Power Technologies Private Ltd	Inde	74,0	74,0
Luminous Renewable Energy Solutions Private Ltd	Inde	74,0	74,0
Schneider Electric India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric Infrastructure Limited	Inde	75,0	75,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Eurotherm India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Invensys Development Centre India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Invensys India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
PT Clipsal Manufacturing Jakarta	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric IT Indonesia	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric Indonesia	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric Manufacturing Batam	Indonésie	100,0	100,0
PT. Invensys Indonesia	Indonésie	95,0	95,0
Schneider Electric Japan, Inc.	Japon	100,0	100,0
Digital Electronics Corporation	Japon	100,0	100,0
Schneider Electric Japan Holdings Ltd	Japon	100,0	100,0
Toshiba Schneider Inverter Corp.	Japon	60,0	60,0
Invensys Process Systems Japan Inc.	Japon	100,0	100,0
Clipsal Manufacturing (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Gutor Electronic Asia Pacific Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Huge Eastern Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
KSLA Energy & Power Solutions (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	30,0	30,0
Schneider Electric Industries (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric IT Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Invensys Process Systems (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric (NZ) Ltd	Nouvelle-Zélande	100,0	100,0
Invensys Process Systems New Zealand Ltd	Nouvelle-Zélande	100,0	100,0
American Power Conversion Land Holdings Inc.	Philippines	100,0	100,0
Clipsal Philippines	Philippines	100,0	100,0
Schneider Electric IT Philippines Inc.	Philippines	100,0	100,0
Schneider Electric (Philippines) Inc.	Philippines	100,0	100,0
Pelco Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Export Services Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric IT Logistics Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric IT Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Logistics Asia Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Overseas Asia Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric South East Asia (HQ) Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Invensys Process Systems (S) Pte Ltd	Singapour	100,0	100,0
Wonderware of Singapore Pte Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Lanka (Private) Limited	Sri Lanka	100,0	100,0
Schneider Electric Taiwan Co Ltd	Taïwan	100,0	100,0
Invensys Process Systems Taiwan Corp.	Taïwan	100,0	100,0
Pro Face South East Asia Pacific Co. Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Schneider (Thailand) Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Schneider Electric CPCS (Thailand) Co. Ltd.	Thaïlande	100,0	100,0
Invensys Process Systems (Thailand) Co., Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Clipsal Vietnam Co. Ltd	Vietnam	100,0	100,0
Schneider Electric IT Vietnam Ltd	Vietnam	100,0	100,0
Schneider Electric Vietnam Co. Ltd	Vietnam	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Invensys Vietnam Ltd	Vietnam	100,0	100,0
<i>Sociétés mises en équivalence</i>			
Sunten Electric Equipment	Chine	40,0	40,0
Ennovation System Control Co., LTD	Chine	40,0	-
Fuji Electric FA Components & Systems Co., Ltd (sous-groupe)	Japon	36,8	36,8
Foxboro (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	49,0	49,0
Sociétés dans le Reste du monde			
<i>En intégration globale</i>			
Schneider Electric South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	74,9	74,9
Uniflair South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	100,0	100,0
Himel Algerie	Algérie	100,0	100,0
Schneider Electric Algerie	Algérie	100,0	100,0
Invensys Systems Algérie EURL	Algérie	100,0	100,0
EPS Electrical Power Distribution Boards & Switchgear Ltd	Arabie Saoudite	99,0	51,0
Telvent Saudi Arabia Co. Ltd	Arabie Saoudite	100,0	100,0
AMPS	Arabie Saoudite	100,0	100,0
Invensys Saudi Arabia Co., Ltd	Arabie Saoudite	100,0	100,0
Schneider Electric Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
Telvent Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
Invensys Process Systems Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
APC Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
Schneider Electric IT Brasil Industria e Comercio de Equipamentos Eletronicos Ltda	Brésil	100,0	100,0
Schneider Electric Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
Telvent Brazil SA	Brésil	100,0	100,0
Steck da Amazonia Industria Electrica Ltda	Brésil	100,0	100,0
Steck Industria Electrica Ltda	Brésil	100,0	100,0
CP Eletronica S/A	Brésil	100,0	100,0
Eurotherm LTDA	Brésil	100,0	100,0
Invensys Systems Brasil LTDA	Brésil	100,0	100,0
Indusoft Desenvolvimento de Software LTDA	Brésil	100,0	100,0
Inversiones Schneider Electric Uno Limitada	Chili	100,0	100,0
Marisio SA	Chili	100,0	100,0
Schneider Electric Chile SA	Chili	100,0	100,0
Invensys Systems Chile LTDA	Chili	100,0	100,0
Dexson Electric SAS	Colombie	100,0	100,0
Schneider Electric de Colombia SA	Colombie	80,0	80,0
Invensys Process Systems Colombia LTDA	Colombie	100,0	100,0
Schneider Electric Centroamerica Ltda	Costa Rica	100,0	100,0
Schneider Electric Distribution Company	Egypte	87,4	87,4
Schneider Electric Egypt SAE	Egypte	91,0	91,0
Invensys Engineering & Service S.A.E.	Egypte	51,0	51,0
Invensys Process Systems Egypt Co., Ltd	Egypte	60,0	60,0

		% d'intérêt 31/12/2015	% d'intérêt 31/12/2014
Cimac FZCO	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Clipsal Middle East FZC	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric DC MEA FZCO	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric FZE	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Invensys Middle East FZE	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric LLP	Kazakhstan	85,0	100,0
Invensys Systems Kazakhstan LLP	Kazakhstan	100,0	100,0
Schneider Electric Kenya	Kenya	85,0	-
Schneider Electric Services Kuwait	Koweït	49,0	49,0
Schneider Electric East Mediterranean SAL	Liban	96,0	96,0
Delixi Electric Maroc SARL AU	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric Maroc	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric Nigeria Ltd	Nigéria	100,0	100,0
Invensys Systems Nigeria Ltd	Nigéria	100,0	100,0
Schneider Electric Oman LLC	Oman	100,0	100,0
Schneider Electric Pakistan (Private) Limited	Pakistan	80,0	80,0
Schneider Electric Peru SA	Pérou	100,0	100,0
Invensys Process Systems del Peru SA	Pérou	100,0	100,0
Cimac Electrical and Automation LLC	Qatar	49,0	49,0
Schneider Enerji Endustrisi Sanayi Ve Ticaret A.S	Turquie	100,0	100,0
Gunsan Elektrik	Turquie	100,0	-
Himel Elektrik Malzemeleri Ticaret A.S	Turquie	100,0	100,0
Schneider Elektrik Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	100,0	100,0
Schneider Electric Venezuela SA	Venezuela	93,6	93,6
Invensys Systems Venezuela, S.A.	Venezuela	100,0	100,0

Commentaires sur les comptes consolidés

Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé

Évolution du périmètre de consolidation

Acquisitions et cessions de l'exercice

Le 11 décembre 2015, Schneider Electric a annoncé avoir obtenu l'approbation des autorités réglementaires et dès lors finalisé la cession de Juno Lighting, LLC ("Juno") à Acuity Brands, Inc. pour un montant d'environ 385 millions de dollars (343 millions d'euros). Cette cession a généré une perte de 163 millions de d'euros.

Le 14 décembre 2015, Schneider Electric a annoncé avoir signé un accord concernant la cession de son activité Transport à Kapsch TrafficCom AG. L'activité Transport a généré un chiffre d'affaires de 134 millions d'euros en 2014 et est actuellement consolidée dans l'activité Infrastructure de Schneider Electric. Les termes de l'accord reflètent un prix de cession d'environ 35 millions d'euros sur la base d'un endettement financier net à zéro. L'accord est soumis à l'approbation des autorités réglementaires ainsi qu'aux conditions de clôture usuelles. La finalisation de l'opération est attendue dans les prochains mois. La transaction générerait une dépréciation d'actifs pouvant atteindre de 100 millions d'euros, qui a été reconnue au 31 décembre 2015 en Autres charges d'exploitation.

Aucune acquisition significative n'a eu lieu en 2015.

Acquisitions et cessions réalisées en 2014 et ayant un effet sur les comptes 2015¹

Le 17 janvier 2014, le Groupe a pris le contrôle du groupe Invensys. Invensys est consolidé par intégration globale depuis janvier 2014 principalement dans le segment d'activité Industry, hormis sa division Appliance (cédée en juin 2014) présentée en activités non poursuivies sur le premier semestre 2014.

Le 1er octobre 2014, le Groupe a finalisé la cession de Custom Sensors & Technologies (« CST »), et le Groupe a réinvesti environ 100 millions de dollars aux côtés des fonds d'investissements et du management de CST afin de détenir une participation de 30 % dans CST. CST était reporté dans le segment Industry de Schneider Electric. L'activité CST a été reclassée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du Groupe de janvier à septembre 2014 (pour 24 millions d'euros de résultat net). Depuis le 1er Octobre 2014 et pour l'exercice 2015, la participation de 30% dans CST est consolidée en mise en équivalence.

Évolution des taux de change

L'évolution des devises par rapport à l'euro a un impact significatif sur l'exercice. Cet impact positif est de 1 949 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de 254 millions d'euros sur l'EBITA ajusté².

Chiffre d'affaires

En 2014, le chiffre d'affaires consolidé de Schneider Electric s'élève à 26 640 millions d'euros, en hausse de 6,8 % à périmètre et taux de change courants par rapport aux 24 939 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2014.

Cette variation se décompose en une baisse organique de -1 % et un effet de change positif de 7,8 %, principalement lié à l'appréciation du dollar américain et du yuan chinois contre l'euro.

Évolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires de l'activité *Buildings & Partner* (45 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 11 859 millions d'euros. Il est en progression de +10,3% en données courantes et en progression de **+0,4%** à périmètre et taux de change constant. *Buildings & Partner* a été en croissance organique dans toutes les régions à l'exception d'Asie Pacifique. L'Amérique du Nord a été en légère augmentation portée par la croissance du marché de la construction aux Etats-Unis, aidé par les lancements de nouveaux produits et de plus importantes synergies de ventes, et la reprise au Mexique. En Europe de l'Ouest, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni ont été en croissance et la bonne performance de la France a été supportée par une bonne exécution, alors que la décroissance de l'Allemagne a été principalement due à une forte base de comparaison. La croissance du Reste du monde est liée à une bonne exécution de projets au Moyen-Orient et à la forte croissance en Afrique et en Europe centrale. L'Asie Pacifique a été pénalisée par un marché de la construction faible en Chine, malgré la croissance dans le reste de la région.

Le chiffre d'affaires de l'activité *Industry* (21 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 5 696 millions d'euros. Il est en

¹ Les dates indiquées correspondent aux dates de prise de contrôle des sociétés acquises.

² L'EBITA ajusté (*Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of Purchase Accounting Intangibles*) est le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

progression de +2,6% en données courantes et en diminution de **-4,9%** à périmètre et taux de change constant. La croissance organique a été affectée par les difficultés dans le secteur pétrolier et en Chine. L'Europe de l'Ouest a été stable car la croissance en Espagne et en Italie, portée par le succès des lancements d'offres envers les constructeurs de machines dans un marché favorable des constructeurs de machine à l'export, a compensé les décroissances en Suisse et dans les pays nordiques. L'Amérique du Nord a décliné du fait de la faiblesse des investissements industriels, notamment dans le secteur pétrolier, et une moindre demande des constructeurs de machine orientés à l'exportation liée au dollar fort et l'attention reste focalisée sur l'amélioration de la performance de l'activité. L'Asie Pacifique a été pénalisée par la faiblesse en Chine. La performance de Reste du monde a été bonne.

Le chiffre d'affaires de l'activité Infrastructure (20 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 5 428 millions d'euros. Il est en augmentation de +2,9% en données courantes et de **+0,3%** à périmètre et taux de change constant. L'Europe de l'Ouest a été en croissance, menée par l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. L'Allemagne a été en baisse du fait d'une plus grande sélectivité sur les projets. L'Amérique du Nord a été en croissance grâce l'exécution de projets au Canada, alors que les Etats-Unis ont été pénalisés par un investissement plus faible dans le secteur pétrolier et des retards d'investissements dans les centres de données, qui a plus que compensé la croissance des initiatives ciblées. L'Asie Pacifique a enregistré des tendances contrastées avec des difficultés en Chine, la faiblesse du marché des régies électriques en Australie et la croissance en Asie de l'Est et en Inde. Le Reste du monde a été en croissance mené par l'exécution de projets au Moyen-Orient alors que la Russie restait faible. Les Services ont reporté une forte croissance à un chiffre.

Le chiffre d'affaires de l'activité IT (14 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 3 657 millions d'euros. Il est en augmentation de +8,9% en données courantes et en diminution de **-0,9%** à périmètre et taux de change constant. Les Etats-Unis ont été à peu près stables grâce à une bonne exécution de projets dans un marché atone. L'Europe de l'Ouest a été en croissance, supportée par une exécution réussie des initiatives commerciales dans un marché en croissance des technologies de l'information. L'Asie pacifique a été affectée par la faiblesse en Chine et une forte base de comparaison en Inde. Le Reste du monde a été en baisse car les difficultés en Russie ont plus que compensé la croissance au Moyen-Orient et en Afrique. Les Services ont enregistré une bonne croissance.

Marge Brute

La marge brute du Groupe s'élève à 9 845 millions d'euros en 2015 contre 9 407 millions d'euros en 2014 en augmentation de 4,7 %, du fait principalement d'une amélioration de la productivité et d'actions sur les prix et à un effet de change de conversion positif. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute diminue à 37,0 % en 2015 (contre 37,7 % en 2014), car l'effet positif des prix et de la productivité ont contrebalancé partiellement un effet mix négatif, des amortissements de R&D plus importants et une inflation des coûts.

Coût des fonctions supports : recherche et développement et frais généraux et commerciaux

En 2015, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élèvent à 565 millions d'euros contre 567 millions d'euros en 2014, en diminution de 0,4 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, diminuent à 2,1 % en 2015 (contre 2,3 % en 2014).

Le total des frais de recherche et développement, y compris la partie capitalisée et les coûts comptabilisés en coût des ventes (voir note 4 des comptes consolidés), s'élève à 1 272 millions d'euros en 2015 (contre 1 212 millions d'euros en 2014) en augmentation de 5,0%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement restent stables à 4,8 % en 2015 contre 4,9 % en 2014.

En 2015, le net de la capitalisation des coûts relatifs à des projets de développement et de la charge d'amortissement correspondante a un impact positif net de 145 millions d'euros sur le résultat d'exploitation contre 175 millions d'euros en 2014.

En 2015, les frais généraux et commerciaux s'élèvent à 5 639 millions d'euros contre 5 377 millions d'euros en 2014, en augmentation de 4,9 % du fait de l'effet de change. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de généraux et commerciaux ont diminué de 21,6 % en 2014 à 21,2 % en 2015.

Le montant combiné des coûts des fonctions supports, soit des frais de recherche et développement, nets, et des frais généraux et commerciaux, totalise 6 204 millions d'euros en 2015 contre 5 944 millions d'euros en 2014, soit une augmentation de 4,4 %. Le coût des fonctions supports en pourcentage du chiffre d'affaires diminue en passant de 23,8 % en 2014 à 23,3 % en 2015, reflétant le progrès des initiatives de simplification.

Autres produits et charges d'exploitation

En 2015, les autres produits et charges d'exploitation représentent une charge nette de 522 millions d'euros principalement due à des pertes nettes sur cessions d'activités (223 millions d'euros), notamment sur la vente de Juno, et à des dépréciations d'actifs (246 millions d'euros), notamment sur l'activité Transport dans le cadre du projet de cession décrit ci-dessus. Les autres principaux éléments correspondent à des coûts liés aux acquisitions de 118 millions d'euros (en particulier des coûts d'intégration Invensys) et à un gain de 53 millions d'euros sur la modification de plans d'avantage au personnel au Royaume-Uni et en France.

En 2014, les autres produits et charges d'exploitation représentaient une charge nette de 106 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 114 millions d'euros, à un gain de 95 millions d'euros sur la modification des plans d'avantage au personnel au Royaume-Uni, en France et aux États-Unis et à divers produits et charges d'exploitation pour une charge nette de 69 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2014, principalement Invensys. Les autres produits d'exploitation incluent principalement des mouvements sur provisions pour indemnités ou litiges au 31 décembre 2014.

Coûts de restructuration

En 2015, les coûts de restructuration s'élèvent à 318 millions d'euros (contre 202 millions d'euros en 2014). Cette augmentation des coûts de restructuration est liée aux initiatives *Simplify* qui ont été annoncés début 2015 dans le cadre du programme d'entreprise "*Schneider is on*".

EBITA et EBITA ajusté

Nous définissons l'EBITA ajusté (*Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of Purchase Accounting Intangible*) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration et l'EBITA (*Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of Purchase Accounting Intangible*) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'EBITA ajusté en 2015 s'élève à 3 641 millions d'euros, contre 3 463 millions d'euros en 2014, en hausse de 5,1 %, essentiellement liée à un effet de change positif de 254 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA ajusté diminue de 13,9 % à 13,7 %.

L'EBITA (résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des actifs incorporels issus des acquisitions et avant pertes de valeur des écarts d'acquisition) diminue de 11,2 % à 2 801 millions d'euros en 2015, contre 3 155 millions d'euros en 2014, principalement du fait de pertes sur cessions d'activités, de dépréciations d'actifs et de plus fortes charges de restructuration en 2015 qui ont compensé l'augmentation de l'EBITA ajusté. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA diminue de 12,7 % en 2014 à 10,5 % en 2015 en cohérence avec la baisse du taux d'EBITA ajusté, les pertes sur cessions d'activités, les dépréciations d'actifs et des coûts de restructuration plus élevés qu'en 2014.

EBITA et EBITA ajusté par secteur opérationnel

Les EBITA et EBITA ajustés par segment opérationnel se détaillent comme suit :

31 décembre 2015

(en millions d'euros)	Buildings & Partner	Industry	Infrastructure	IT	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	11 859	5 696	5 428	3 657	-	26 640
EBITA ajusté*	2 132	975	495	644	(605)	3 641
EBITA ajusté (%)	18,0 %	17,1 %	9,1 %	17,6 %	-	13,7 %
Autres produits et charges d'exploitation	(240)	(22)	(240)	(5)	(15)	(522)
Charges de restructuration	(169)	(22)	(89)	(8)	(30)	(318)
EBITA	1 723	931	166	631	(650)	2 801
EBITA (%)	14,5 %	16,4 %	3,1 %	17,3 %	-	10,5 %

* EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).

31 décembre 2014

(en millions d'euros)	Buildings & Partner	Industry	Infrastructure	IT	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	10 754	5 551	5 277	3 357	-	24 939
EBITA ajusté*	1 913	1 023	454	630	(557)	3 463
EBITA ajusté (%)	17,8 %	18,4 %	8,6 %	18,8 %	-	13,9 %
Autres produits et charges d'exploitation	7	(34)	(86)	1	6	(106)
Charges de restructuration	(93)	(26)	(76)	(4)	(3)	(202)
EBITA	1 827	963	292	627	(554)	3 155
EBITA (%)	17,0 %	17,3 %	5,5 %	18,7 %	-	12,7 %

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

L'activité **Buildings & Partner** réalise un taux d'EBITA ajusté de 18,0 % en 2015, en hausse de 0,2 point par rapport à 17,8 % en 2014, essentiellement grâce à un meilleur contrôle des coûts des fonctions supports.

L'activité **Industry** réalise un taux d'EBITA ajusté de 17,1 % en 2015, en baisse de 1,3 point par rapport à 18,4 % en 2014, pénalisée par un volume en déclin, un effet de change défavorable et des amortissements de R&D plus élevés.

L'activité **Infrastructure** réalise un taux d'EBITA ajusté de 9,1 % en 2015, en hausse de 0,5 point par rapport à 8,6 % en 2014, profitant d'une amélioration de la marge brute sur projet au second semestre et d'un bon contrôle des coûts des fonctions support.

L'activité **IT** reporte un taux d'EBITA ajusté de 17,6 % en 2015, en baisse de 1,2 points par rapport à 18,8 % en 2014, pénalisée par un effet devise et un effet mix défavorables.

Les coûts centraux s'élèvent à 605 millions d'euros ou 2,3 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2015, à un niveau comparable à celui de 2014 (2,2 % du chiffre d'affaires, soit 553 millions d'euros).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après amortissements et dépréciations des incorporels et acquisitions (EBIT) diminue de 2 896 millions d'euros en 2014 à 2 229 millions d'euros en 2015. Cette baisse de 23,1 % s'explique d'une part par la baisse de l'EBITA et d'autre part par une dépréciation de la marque Pelco de 295 millions d'euros en « Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions ».

Résultat financier

Le résultat financier est une perte nette de 446 millions d'euros en 2015, contre 467 millions d'euros en 2014. La diminution de la perte financière nette s'explique principalement par la baisse du coût de la dette financière nette de 312 millions d'euros en 2014 à 295 millions d'euros en 2015 grâce à une baisse du taux d'intérêt moyen. Les autres charges et produits financiers sont stables, passant d'une charge nette de 155 millions d'euros en 2014 à une charge nette de 151 millions d'euros en 2015.

Impôts

Le taux effectif d'impôt en 2015 s'élève à 21,8 %, en diminution par rapport au taux d'impôt de 22,7 % en 2014. La charge d'impôt correspondante diminue de 551 millions d'euros en 2014 à 389 millions d'euros en 2015. La charge d'impôt intègre en 2015 un produit d'impôt lié à la dépréciation de la marque Pelco de 115 millions d'euros.

Résultat des activités non poursuivies

Le résultat des activités non poursuivies de 169 millions d'euros en 2014 correspondait au profit du premier semestre de l'activité Appliance d'Invensys, cédée en juin 2014, et à neuf mois d'activité de CST, cédée au 1^{er} octobre 2014, ainsi que la plus-value de cession correspondante.

En 2015, aucun segment n'était reporté en activités non poursuivies.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence augmente de 14 millions d'euros en 2014 à 109 millions d'euros en 2015, principalement du fait d'un gain non récurrent réalisé sur cession d'actifs reporté par CST.

Intérêts minoritaires

La part des actionnaires minoritaires dans le résultat net de 2015 s'élève à 96 millions d'euros, contre 120 millions d'euros en 2014. Elle représente la quote-part de résultats bénéficiaires attribuables principalement aux associés minoritaires de certaines sociétés chinoises.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère)

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 1 407 millions d'euros en 2015 contre 1 941 millions d'euros en 2014, en baisse de 27,5 %, principalement due à des pertes cessions d'activités et des dépréciations d'actifs significatives, ainsi qu'à des coûts de restructuration plus élevés qu'en 2014.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère) des activités poursuivies

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) des activités poursuivies (résultat net part du Groupe diminué du résultat des activités non poursuivies) s'élève à 1 407 millions d'euros en 2015 contre 1 772 millions d'euros en 2014, en baisse de 20,6 %.

Résultat net par action

Le résultat net par action diminue de 3,39 euros en 2014 à 2,47 euros en 2015.

Commentaires sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

L'autofinancement d'exploitation reste stable à 2 715 millions d'euros en 2015 (contre 2 640 millions d'euros en 2014), ce qui représente 10,2 % du chiffre d'affaires en 2015, contre 10,6 % du chiffre d'affaires en 2014.

La variation du besoin en fonds de roulement a généré 117 millions d'euros en 2015 alors qu'elle avait consommé 107 millions d'euros en 2014, principalement grâce aux encaissements clients.

La trésorerie provenant des activités d'exploitation augmente de 11,8 %, de 2 533 millions d'euros en 2014 à 2 832 millions d'euros en 2015.

Flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement

L'investissement net d'exploitation, qui comprend les coûts de développement capitalisés, diminue de 5,2 % à 787 millions d'euros en 2015, par rapport à 829 millions d'euros en 2014, et représente 3,1 % du chiffre d'affaires en 2015 (3,3 % en 2014).

Le cash-flow libre (flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation diminués de l'investissement net d'exploitation) s'élève à 2 045 millions d'euros en 2015 contre 1 704 millions d'euros en 2014.

Le ratio de conversion en cash (cash-flow libre rapporté au résultat net part du Groupe des activités poursuivies ajusté des cessions d'activité et de la dépréciation de la marque Pelco) s'élève à 113 % en 2015 contre 96 % en 2014.

L'impact des acquisitions et cessions de l'exercice sur la trésorerie est un encaissement net de 232 millions d'euros en 2015. En 2014, l'investissement financier net de la trésorerie acquise s'élevait à 2 490 millions d'euros et correspondait principalement à la partie numéraire de l'acquisition d'Invensys.

Flux de trésorerie produits par des opérations de financement

En 2015, le Groupe a remboursé deux emprunts obligataires pour 750 millions d'euros, ainsi que la ligne de crédit « *Schuldschein* » pour 184 millions d'euros et a émis quatre nouveaux emprunts obligataires pour 1 850 millions d'euros.

La diminution nette des autres dettes financières s'élève à 1 262 millions d'euros en 2015, contre une diminution nette de 818 millions d'euros en 2014. Le dividende versé par Schneider Electric est de 1 108 millions d'euros en 2015, contre 1 095 millions d'euros en 2014.

Perspectives

En 2016, l'Europe de l'Ouest et le marché de la construction aux Etats-Unis devraient continuer de croître. Par ailleurs, le Groupe s'attend à un secteur pétrolier défavorable, un marché industriel américain globalement faible et une activité en Chine encore difficile, mais à un degré moindre qu'en 2015. Les tendances devraient être contrastées dans le reste des nouvelles économies. Avec la baisse marquée des devises de plusieurs nouvelles économies par rapport à l'euro en fin d'année 2015, le Groupe devrait également faire face à un effet de change défavorable significatif en 2016.

Dans ce contexte, les priorités du Groupe sont d'améliorer sa marge en travaillant sur ses coûts, de continuer d'étendre son réseau de partenaires via le lancement accru de nouvelles offres intégrées, d'accélérer l'activité des services et des logiciels, et d'être plus sélectif au niveau des projets, en ciblant ses domaines d'expertise.

Par conséquent, le Groupe vise pour 2016:

- Une croissance organique du chiffre d'affaires allant de la stabilité à une baisse modérée à un chiffre (« *low single-digit* »), impactée par une sélectivité accrue sur l'activité de projets.
- Une amélioration de la marge d'EBITA ajusté comprise entre +20 et +60 points de base, avant effet de change, dont l'impact négatif est estimé entre -40 et -50 points de base aux taux de change actuels.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Schneider Electric S.E., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1.9 de l'annexe aux comptes consolidés expose les modalités de comptabilisation des dépenses de recherche et développement et notamment les critères permettant l'immobilisation des dépenses de développement. Nous avons procédé à la revue des données et des hypothèses retenues pour identifier les projets répondant aux critères d'immobilisation et des calculs effectués par votre groupe, et nous avons vérifié que cette note de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.
- Comme exposé dans les notes 1.11 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés, votre groupe réalise des tests de dépréciation des actifs incorporels et des écarts d'acquisition au moins une fois par an et chaque fois que des indices de perte de valeur sont identifiés. Nous avons procédé, par sondages, à la vérification des indices de pertes de valeur. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses retenues ainsi que les calculs effectués et à vérifier que ces notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

- Comme indiqué dans les notes 1.16 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés, les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation de reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour estimer les résultats taxables futurs justifiant le caractère recouvrable de ces actifs d'impôt différé.
- Les notes 1.19 et 22 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraite et autres avantages au personnel postérieurs à l'emploi. Ces engagements ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses actuarielles retenues ainsi que les calculs effectués et à vérifier que ces notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- La note 7 « Charges de restructuration » de l'annexe aux comptes consolidés indique le montant des coûts de restructuration encourus par votre groupe au cours de l'exercice 2015. Nous avons vérifié, sur la base des informations disponibles à ce jour, que ces coûts étaient relatifs à des actions de restructuration déjà engagées ou annoncées au 31 décembre 2015, ayant donné lieu à la constitution de provisions sur la base d'estimations des charges à encourir au titre de ces plans, et nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 16 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

David Chaudat

Jean-Yves Jégourel